



# L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION / DIMANCHE 11 FEVRIER 2024 // N°746 // PRIX 20 DA // Directeur de la publication : ZAHIR MEHDAOUI

LE PREMIER MINISTRE NADIR LARBAOUI À L'ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION : « LE PRÉSIDENT TEBBOUNE A ENGAGÉ UNE RÉFORME GLOBALE DE L'ÉTAT »

Lire en page 4



COOPÉRATION ÉNERGÉTIQUE ENTRE L'ALGÉRIE ET L'ALLEMAGNE  
**ALLIANCE STRATÉGIQUE ET PERSPECTIVES PROMETTEUSES**

Lire en page 6



SELON AHMED BADANI : **L'ALGÉRIE EST EN MESURE D'EXPORTER DES NAVIRES DE PÊCHE**

Lire en page 5



ALORS QUE LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE CRAINT UNE OFFENSIVE TERRESTRE À RAFAH

## L'ENTITÉ SIONISTE VIOLE DE LA PIRE DES MANIÈRES LE DROIT INTERNATIONAL HUMANITAIRE

Lire en page 4



INDUSTRIE GAZIÈRE EN ALGÉRIE  
**DES INVESTISSEMENTS COLOSSAUX CONSENTIS PAR SONATRACH**

Lire en page 16





## L'Algérie engrange 35 millions de dollars de revenus d'exportation de thon rouge



Le ministre de la Pêche et de l'Aquaculture, Ahmed Badani, a dévoilé hier, les revenus issus de l'exportation

du thon rouge hors d'Algérie. Badani a confirmé dans une déclaration à la presse hier, vendredi, au cours de la deuxième journée de la neuvième édition du Salon international de la pêche maritime et de l'aquaculture, que les recettes d'exportation du thon s'élèvent à 35 millions de dollars. De même, le ministre a expliqué que le marché national connaît également la disponibilité de ce produit à un tarif spécifique.

## FRANCE : L'ELYSÉE ANNONCE LA COMPOSITION COMPLÈTE DU GOUVERNEMENT

La présidence française a annoncé, jeudi, la composition complète du gouvernement, dont 14 membres avaient été déjà nommés depuis le 11 janvier dernier, a-t-on appris d'un communiqué de l'Élysée. L'équipe du Premier ministre Gabriel Attal compte désormais 34 membres, dont 13 ministres, 15 ministres délégués et 6 secrétaires d'Etat. Parmi les nouveaux membres du Gouvernement, le retour de Nicole Belloubet a été largement commenté par les médias. Elle était garde des Sceaux dans le gouvernement d'Edouard Philippe, et a remplacé Amélie Oudéa-Castéra à l'Éducation nationale, vivement critiquée depuis son arrivée. Cette dernière

garde quand-même le portefeuille des Sports. Certains noms nommés ou reconduits le 11 janvier dernier ont, par ailleurs, quitté le gouvernement. Il s'agit notamment de Carole Grandjean qui était en charge de l'Enseignement et de la Formation professionnelle, d'Olivier Becht qui se chargeait du Commerce extérieur, Laurence Boone, ex-secrétaire d'Etat aux Affaires européennes, ou encore Agnès Firmin-Le Bodo, ancienne ministre de la Santé. "Le président de la République réunira l'ensemble des membres du Gouvernement pour un Conseil des ministres qui se tiendra le mercredi 14 février 2024 à 10h00", indique le communiqué de l'Élysée.

## XI ET POUTINE ACCUSENT LES ÉTATS-UNIS D'"ENDIGUEMENT" ET D'INGÉRENCE

Les dirigeants russe et chinois ont dénoncé, selon le Kremlin, la politique d'ingérence des États-Unis dans les affaires d'autres pays et accusé Washington de chercher à endiguer la Russie et la Chine. Xi Jinping et Vladimir Poutine affichent depuis des années leur bonne entente mais leur alliance sur la scène mondiale a pris une importance particu-

lière depuis que la Russie a lancé son assaut contre l'Ukraine le 24 février 2022, Pékin soutenant Moscou économiquement et diplomatiquement. La Chine reproche aux États-Unis son influence en Asie-Pacifique et leur soutien au pouvoir indépendantiste à Taïwan. La Russie estime que Washington utilise l'Ukraine pour la détruire. Lors d'un

entretien téléphonique, les deux hommes ont donc «exprimé leur rejet de la politique américaine d'ingérence dans les affaires intérieures d'autres États», a indiqué le conseiller diplomatique du Kremlin, Iouri Ouchakov. «Les dirigeants des deux pays comprennent bien que les États-Unis mettent en oeuvre une politique de double endiguement, de la Russie et

de la Chine», a-t-il ajouté. MM. Poutine et Xi ont aussi, dans cette conversation «amicale» d'une heure, affirmé que «Moscou et Pékin se soutiennent mutuellement sur les questions clés touchant à leurs intérêts». Plus tôt, la télévision publique chinoise CCTV avait indiqué que le président chinois avait dit à son homologue que leurs deux pays devaient

s'opposer aux «ingérences» étrangères, sans citer nommément les États-Unis. Mais la référence était claire, la Chine et la Russie dénonçant régulièrement les ingérences dont elles se disent victimes de la part de pays occidentaux, Américains en tête, qu'il s'agisse de Taïwan côté chinois ou de l'offensive russe contre l'Ukraine

## Un passager meurt en plein vol en crachant des "litres de sang" par la bouche et le nez

Le vol de l'"horreur". Le jeudi 8 février, au beau milieu d'un vol entre Bangkok en Thaïlande et Munich en Allemagne, un homme de 63 ans est mort dans des conditions mystérieuses, a rapporté le journal suisse Blick. Selon deux passagers installés sur les sièges de la rangée de derrière, cet homme allemand, accompagné d'une

femme philippine, avait "des sueurs froides" avant même le décollage. Martin Missfelder a alors interpellé le commandant de bord pour qu'il sollicite un médecin. Après avoir parlé avec l'homme, déjà "apathique", le commandant de bord a bien "appelé un médecin par haut-parleur". C'est alors qu'un "jeune Polonais d'une trentaine d'années" et parlant mal

anglais s'est approché du malade et a rapidement conclu qu'il était en état de voyager. Par la suite, l'état de santé de l'homme s'est nettement détérioré. "Ils lui ont ensuite donné un peu de thé à la camomille, mais il crachait déjà du sang dans le sac que lui tendait sa femme", a poursuivi le témoin. Tout d'un coup, un jet de sang sort de sa bouche et de son nez. "C'était une

horreur absolue, tout le monde criait", s'est souvenu Martin Missfelder. Selon lui, l'homme a perdu des litres de sang, aspergeant même les murs de l'avion. Après plusieurs tentatives de réanimation, le sexagénaire est mort. "C'était absolument silencieux à bord." Une fois la nouvelle de la mort annoncée par les haut-parleurs, l'avion a fait demi-tour vers la Thaïlande.

## GUERRE À GAZA : L'IRAN APPELLE LA FIFA À «SUSPENDRE» ISRAËL

La Fédération iranienne de football a annoncé, hier, avoir demandé à la FIFA de suspendre son homologue israélienne en raison de la guerre menée par Israël dans la bande de Gaza.

Dans un communiqué publié sur le site de sa fédération de football, l'Iran appelle la FIFA et les syndicats de football à «suspendre complètement» la Fédération israélienne «de toutes les activités liées au football». La demande porte également sur des «mesures immédiates et sérieuses» de la part de la FIFA et des organisations de football «pour empêcher la poursuite» des «crimes d'Israël et pour fournir nourriture, eau potable, médicaments et fournitures médicales aux innocents et aux civils».

La guerre dans la bande de Gaza a été déclenchée par une attaque sans précédent menée le 7 octobre par le Hamas palestinien contre Israël, qui a fait plus de 1.160 morts, en majorité des civils, selon un décompte de l'AFP à partir de données officielles israéliennes. En représailles, Israël a lancé une vaste offensive qui a fait au moins 27.940 morts à Gaza, en grande majorité des civils, selon le ministère de la Santé du mouvement islamiste, qui a pris le pouvoir en 2007 dans le territoire palestinien.

## Tenue de la première session des consultations politiques algéro-russes



La première session des consultations politiques algéro-russes s'est tenue vendredi à Moscou (Russie), sous la coprésidence du secrétaire général du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Lounes Magramane, et de son homologue, représentant spécial du président de la Fédération de Russie pour le Moyen-Orient et l'Afrique et vice-ministre russe des Affaires étrangères, Mikhaïl Bogdanov, indique un communiqué du ministère des Affaires étrangères.

Cette rencontre s'inscrit dans le cadre de l'activation des dispositions de la Déclaration du partenariat stratégique approfondi signé à Moscou, à l'occasion de la visite d'Etat qu'avait effectuée le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, en juin dernier en Russie, précise la même source.

Cette session permettra d'« examiner les voies et moyens de renforcer et de promouvoir la coopération bilatérale dans différents domaines », et de procéder à « un échange de vues sur les questions régionales et internationales d'intérêt commun ».

# L'EXPRESS

Quotidien national d'information  
édité par la  
**SARL ADRA COM**

Adresse : Maison de la  
presse Abdelkader safir,  
02 Rue Farid Zouiouache,  
Kouba, Alger  
Tel/FAX Administration  
et publicité: 023.70.99.92

DIRECTEUR  
DE LA PUBLICATION:

**ZAHIR MEHDAOUI**

zahir.mehdaoui1969@gmail.com

Email:

redaction@express-dz.com

Site Web:

www.lexpressquotidien.dz

/ TEL/FAX: 023.70.99.92

Directeur  
de l'administration  
et des finances  
**NOURDINE BRAHMI**  
Service-pub@expressquotidien.dz

**Impression SIA**  
Alger Bab Ezzouar

«POUR VOTRE PUBLICITÉ S'ADRESSER À:  
**L'Entreprise Nationale  
de communication d'Édition  
et de Publicité»  
Agence ANEP 01, Avenue Pasteur  
Alger**

Tel : 020.05.20.91/020.05.10.42  
Fax : 020.05.11.48 / 020.05.13.45  
020.05.13.77

Email : agence.regie@anep.com.dz  
Programmation.regie@anep.com.dz  
agence.oran@anep.com.dz  
agence.annaba@anep.com.dz  
agence.ouargla@anep.com.dz  
agence.constantine@anep.com.dz

LA COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE CRAINT UNE OFFENSIVE TERRESTRE À RAFAH

# L'entité sioniste viole de la pire des manières le droit international humanitaire

**Le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres s'est dit quant à lui "alarmé" par une opération terrestre sur place. "Une telle action aggraverait de façon exponentielle l'actuel cauchemar humanitaire dont les conséquences régionales sont déjà incalculables..."**



Tôt samedi, des témoins, cités par plusieurs médias, ont fait état de frappes dans les environs de Rafah, dernier refuge des populations déplacées dans la bande de Gaza. Au moins 28 personnes ont été tuées dans ces frappes, selon un responsable de la santé publique et des journalistes d'AP qui ont vu les corps arriver dans les hôpitaux. Après la ville de Gaza, puis Khan Younés, Israël projette désormais une opération au sol dans cette ville jouxtant l'Égypte, dans l'extrême sud de la bande de Gaza. Le Hamas a averti qu'une telle offensive pourrait faire "des dizaines de milliers de morts et de blessés". La cheffe de la diplomatie allemande a, elle, mis en garde Israël sur le risque d'une opération terrestre dans une ville où "1,3 million de per-

sonnes cherchent à se protéger des combats dans un espace très restreint". Une offensive de l'armée israélienne sur la ville de Rafah serait "une catastrophe humanitaire annoncée", a alerté hier la ministre des Affaires étrangères allemande, Annalena Baerbock, sur X. "Israël doit se défendre mais en atténuant autant que possible les souffrances de la population civile", estime la cheffe de la diplomatie allemande, qui rappelle que cette ville du sud de la bande de Gaza abrite "1,3 million de personnes qui cherchent à se protéger des combats dans un espace très restreint". Après avoir ordonné mercredi dernier à son armée de préparer une offensive sur Rafah, le Premier ministre Benjamin Netanyahu lui a demandé vendredi de lui sou-

mettre un «plan combiné» d'«évacuation» des civils et de «destruction» du Hamas dans cette ville. Les Américains, principaux alliés d'Israël, ont jugé la riposte d'Israël sur la ville-frontière de Rafah, "excessive" et craignent un "désastre humanitaire". Un "désastre", craignent les Etats-Unis, qui ont assuré jeudi ne pas soutenir une opération "sans une planification sérieuse et crédible" concernant les civils sur place. "Je pense, comme vous le savez, que la riposte à Gaza, dans la bande de Gaza, a été excessive", a déclaré le président américain Joe Biden, dans une rare critique à l'égard d'Israël. Le secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres s'est dit quant à lui "alarmé" par une opération terrestre sur place. "Une telle action aggraverait de façon

exponentielle l'actuel cauchemar humanitaire dont les conséquences régionales sont déjà incalculables", a-t-il écrit sur le réseau social X. Au vu du nombre de réfugiés présents dans cette ville, les ONG ont d'ores et déjà manifesté leur inquiétude. "Forcer plus d'un million de Palestiniens déplacés à Rafah à évacuer à nouveau sans trouver un endroit sûr où aller serait illégal et aurait des conséquences catastrophiques", a déclaré dans la nuit de vendredi à samedi Nadia Hardman, spécialiste des droits des migrants et des réfugiés pour Human Rights Watch. Par ailleurs, l'Etat du Koweït a exprimé sa préoccupation face aux projets des forces d'occupation israéliennes d'attaquer la ville de Rafah, dans la bande de Gaza, après en avoir expulsé par

la force la population civile. Dans un communiqué publié hier, le ministère koweïtien des Affaires étrangères a clarifié la position ferme de l'État du Koweït, rejetant les pratiques agressives et les projets de déplacement contre le peuple palestinien. Il a également renouvelé sa position appelant à la nécessité pour la communauté internationale et le Conseil de sécurité, d'assumer leurs responsabilités dans la protection des civils palestiniens sans défense et d'activer les mécanismes internationaux, pour mettre fin aux violations d'Israël du droit international, du droit international humanitaire, et des résolutions de légitimité internationale. De son côté, le Parlement arabe a mis en garde contre le danger d'une invasion par l'occupation israélienne de la ville de Rafah, dans le sud de la bande de Gaza, qui abrite environ 1 400 000 personnes déplacées qui y ont trouvé refuge en provenance de diverses régions de la bande de Gaza. Dans un communiqué, le Parlement arabe a tenu l'occupation israélienne entièrement responsable des massacres, la qualifiant de désastre et a renouvelé son rejet catégorique et sa ferme condamnation du déplacement forcé de civils palestiniens. Il a appelé la communauté internationale, le Conseil de sécurité de l'ONU et tous les pays du monde à intervenir d'urgence pour empêcher l'expansion de l'agression et des crimes du génocide contre Rafah. Il a également appelé la Cour internationale de Justice à prendre une décision claire sur un cessez-le-feu, qui serait soumise au Conseil de sécurité pour qu'il prenne des mesures pratiques et des mesures pour le mettre en œuvre sur le terrain.

**Youcef S.**

LA MINISTRE SUD-AFRICAINE DES RELATIONS INTERNATIONALES ET DE LA COOPÉRATION :

## «Nous continuons à enquêter et à récolter des preuves de crimes de guerre»

Dans une interview exclusive accordée au journal «Al-Qods Al-Arabi», la ministre sud-africaine des Relations internationales et de la Coopération, Naledi Pandor, qui fait l'objet, ces derniers jours, d'incessantes menaces de mort, a déclaré que son pays continue d'enquêter et de recueillir le maximum de preuves concernant le génocide en cours à Ghaza. Même si son pays n'a pas obtenu devant la Cour internationale de Justice ce à quoi aspiraient les Palestiniens, à savoir l'arrêt de la guerre et la fin des massacres dans la bande de Ghaza, elle a tenu toutefois à exprimer sa satisfaction face au verdict préliminaire rendu par la CIP qui, sur le plan symbolique, constitue un grand pas dans la lutte de la Palestine pour sa libération. Concernant la prochaine étape devant la Cour internationale, elle espère qu'à côté du Nicaragua qui a soumis une demande à la CIP pour se joindre à l'Afrique du Sud dans le procès pour

génocide contre Israël, d'autres pays rallieront cette action pour faire triompher le droit international, mis actuellement entre parenthèses par le langage des armes et la force brutale. La poursuite des massacres à Ghaza, malgré les avertissements et les recommandations de la CIP, découle du soutien occidental à Israël. Un soutien qui lui donne la permission de détruire des infrastructures civiles, de commettre des massacres et de déplacer illégalement des populations sans être inquiété et sans en rendre compte à personne. A ce sujet justement, elle a révélé que les Etats-Unis ne veulent pas actuellement parler d'un cessez-le-feu permanent, mais seulement d'une trêve pour libérer les otages. Tout comme l'entité sioniste, les Etats-Unis veulent eux aussi le démantèlement du mouvement Hamas qui les empêche d'aller vers une paix fallacieuse au Proche-Orient sur le dos des Palestiniens. Ils ne veulent pas avoir affaire à des révolu-

tionnaires qui veulent libérer leur pays et débarrasser la région du Proche-Orient des tutelles étrangères. Ils veulent plutôt des interlocuteurs et des responsables palestiniens malléables, accommodants et soumis pour les faire même renoncer à tout espoir de libération et de décolonisation ! Pour Naledi Pandor, les Etats-Unis, en fervents partisans d'Israël, doivent œuvrer à imposer la solution à deux États, seule issue au conflit israélo-palestinien. Sinon le conflit risque de se prolonger indéfiniment avec ses menaces multiples pour la paix et la sécurité mondiales. Tout en soulignant que les douleurs et souffrances actuelles des Palestiniens les rendront plus forts et que leur lutte se poursuivra jusqu'à l'obtention de l'indépendance, Naledi Pandor soutient avec conviction qu'Israël devra un jour s'asseoir à la table des négociations et que les Palestiniens finiront par avoir un État. Autant donc le faire maintenant pour éviter plus de sang et de larmes et

préservé, pendant qu'il en est encore temps, le Droit international, plusieurs fois sacrifié au profit des intérêts cyniques de l'Occident. **Boualem B.**

### L'ARMÉE D'OCCUPATION COMMET 16 MASSACRES FAISANT 117 MARTYRS

Selon des sources médicales, l'occupation israélienne a commis 16 massacres contre des familles palestiniennes dans la bande de Gaza, faisant 117 martyrs et 152 blessés, lors des 24 dernières heures. Le nombre des martyrs s'est élevé à 28 064 victimes et 67 611 blessés, depuis le début de l'agression israélienne contre la bande de Gaza, le 7 octobre 2023. Il convient de noter qu'il y a encore des milliers de martyrs sous les décombres et dans les rues, et que l'occupation empêche les ambulances de les atteindre.

**Wafa**

LES PROGRAMMES TÉLÉVISÉS DE RAMADHAN 2024 DOIVENT S'INSCRIRE SOUS DES THÈMES FAMILIAUX

**LE RESPECT DES VALEURS ET DES CONSTANTES NATIONALES RENFORCÉ**

Le ministre de la Communication, Mohamed Laâgab, a insisté, vendredi, sur l'importance d'améliorer la performance des médias publics et de diffuser des programmes télévisés ciblés avec des thèmes familiaux durant le mois sacré de Ramadhan.

Lors d'une soirée de promotion de la grille de programmes de l'Etablissement public de télévision (EPTV) à l'École supérieure d'hôtellerie et de restauration (ESHR) d'Ain Benian (Alger), à laquelle a assisté le conseiller du président de la République chargé de la Direction générale de la communication, Kamel Sidi Said, M. Laâgab a insisté sur «la nécessité de promouvoir la performance des médias publics en général et de la télévision algérienne en particulier en veillant à la diffusion de produits médiatiques ciblés avec des thèmes familiaux d'autant que le mois de Ramadhan est l'occasion pour les familles de se rassembler autour d'une seule table et d'une seule chaîne».

Rappelant les orientations qu'il avait données lors de sa rencontre avec les directeurs des chaînes télévisées, M. Laâgab a mis en avant la symbolique du slogan «Ramadhan nous réunit» retenu par la Télévision algérienne pour sa prochaine grille de programmes ramadhaneuse.

Lors de cette soirée de promotion à laquelle ont pris part des directeurs d'établissements médiatiques et des figures artistiques, le ministre de la Communication a affirmé que la diffusion d'une grille de programmes «ciblée» durant le mois de Ramadhan est «l'occasion pour la Télévision algérienne de renforcer sa place tant à l'intérieur du pays qu'à l'extérieur, d'une part, et pour les artistes, les réalisateurs et les producteurs de se rapprocher davantage du public, d'autre part». Le directeur général de la Télévision algérienne, Nadir Boukabes, a souligné, de son côté, que l'établissement a élaboré une grille de programmes à la hauteur des attentes du public en tenant compte de la symbolique de ce mois sacré, affirmant que cette grille «est riche et diversifiée».

La Télévision algérienne propose cette année une grille de programmes riches à travers ses différentes chaînes, notamment des œuvres dramatiques dans plusieurs catégories telles que des feuilletons sociaux dont «Hayet», «Intikam Ezzaman», des feuilletons en Tamazight, en sus de la deuxième partie du feuilleton «El Arbadji» de la télévision publique syrienne, ainsi que des films traitant de la glorieuse guerre de libération tels que «Mohamed Belouizdad» et «Souika». Pour les programmes religieux, la chaîne coranique compte dans son programme plusieurs émissions et concours religieux dont «Tadj El Qoraan El Karim» pour la psalmodie et la récitation du Coran ainsi que le programme «Hadi El Arwah».

D'autres programmes humoristiques sont prévus dont le sitcom «Mayna», «Académie Show», «Richa w Bandou», «Alf Bena w Bena» et «Caméra Café».

I.Med/Avec Agence

LE PREMIER MINISTRE NADIR LARBAOUI À L'ÉCOLE NATIONALE D'ADMINISTRATION :

## «Le Président Tebboune a engagé une réforme globale de l'État»

Le Premier ministre, Nadir Larbaoui, a présidé, hier, la cérémonie de sortie de la 52<sup>e</sup> promotion de l'École nationale d'administration (ENA), baptisée du nom du défunt moudjahid, le colonel Youcef Khatib, dit Si Hassan.

Selon un communiqué du ministère de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, la cérémonie s'est déroulée en présence du ministre de l'Intérieur, Brahim Merad, et de membres du gouvernement. Dans son discours prononcé en marge de sa supervision de la cérémonie de remise des diplômes de la 52<sup>e</sup> promotion de l'École nationale d'administration, le Premier ministre a déclaré que le Président de la République avait «la ferme volonté de mettre en œuvre une réforme globale de l'État avec tous ses secteurs et toutes ses institutions».

Face aux étudiants fraîchement diplômés, il a notamment salué cet événement qui représente un tournant fondamental dans la vie des étudiants, «parce qu'il incarne les valeurs de dévouement, d'effort et d'aspiration au service public et à l'accomplissement du devoir que consacre cette auguste institution».

Larbaoui dit également que le pays s'oriente, sous la houlette du Président Tebboune, vers «l'accélération de sa transformation économique et sociale», en s'appuyant sur le talent de ses enfants et sur son capital humain, qui doit être renforcé, développé et



valorisé de manière ambitieuse aujourd'hui, demain et toujours». «Je tiens à souligner la forte volonté du Président de la République de mettre pleinement en œuvre ce projet ambitieux, qui vise à provoquer une réforme globale de l'État avec toutes ses

branches et institutions (Engagement 3), et ce, en prenant soin de manière optimale des ressources humaines, en particulier des jeunes». Et ce, «sans compter les décisions importantes prises par le Président de la République pour améliorer les conditions

professionnelles et sociales des agents publics, en renforçant la justice fiscale, évaluant les salaires et révisant les lois fondamentales et les systèmes de rémunération pour de larges segments d'employés du secteur public».

I.M.A.

LE PÉRIPLE DU GÉNÉRAL D'ARMÉE SAÏD CHANEGRIHA EN ARABIE SAOUDITE

## Une visite au service d'une coopération militaire accrue

Le Général d'Armée Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire (ANP), était, en fin de semaine, toujours en visite officielle en Arabie saoudite, en qualité de représentant du président de la République, Chef suprême des Forces armées, ministre de la Défense nationale, Abdelmadjid Tebboune. Il s'est entretenu jeudi avec le Chef d'Etat-Major général des Forces armées saoudiennes, le Général d'Armée Fayad bin Hamed Al-Ruwaili, indique un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

A cette occasion, le Général d'Armée a prononcé une allocution, dans laquelle il a salué l'accueil distingué qu'il a reçu avec la délégation qui l'accompagne par les autorités saoudiennes, souhaitant que cette visite soit couronnée par des résultats qui servent le rapprochement qui caractérise les relations entre les deux pays frères.

«Une occasion honorable que je saisis pour transmettre les salutations de l'ensemble des personnels de l'Armée nationale populaire à leurs homologues des Forces armées saoudiennes, tout en

espérant que cette visite soit couronnée par les résultats escomptés, au service de notre coopération militaire bilatérale et de notre rapprochement fraternel», a-t-il déclaré. Le Général d'Armée a affirmé, à ce titre, que «ce rapprochement s'est traduit par de nombreuses visites et rencontres officielles de haut niveau échangées entre nos deux armées, dont la dernière en date était notre dernière rencontre à Rio de Janeiro, au Brésil, en avril 2023, en marge du Salon de la défense et de la sécurité».

I.Med

LE PATRON DU FLN, BENMBARAK ABDELKRIM, À ORAN :

## «Le FLN reviendra plus fort encore lors des prochaines échéances»

Le secrétaire général du Front de libération nationale, Benmbarak Abdelkrim, a déclaré hier, à Oran, qu'«il n'y a pas de place pour l'argent sale au sein du parti», soulignant que «le FLN est la soupape de sécurité de la vie politique nationale et que, de ce fait, il retrouvera son éclat de naguère et il reviendra sur le devant de la scène avec les potentialités qu'on lui connaît.» Benmbarak a

expliqué dans son discours lors de la réunion régionale des wilayas de l'Ouest, que le «Comité des Sages mis en place est le premier dans l'histoire du parti», et que ce Comité comprend «des moudjahidines de haut rang et des militants du parti probes et reconnus».

Dans son discours, le patron du FLN a appelé à la réunification des rangs, précisant : «Pendant mon mandat, je ne

permettrai jamais qu'aucun militant du Front ne soit insulté, qu'il soit moudjahid ou militant de base».

Il a ajouté : «J'appelle à la réunification des militants du parti car le Front de libération nationale a la grandeur et la largesse d'esprit d'accepter en son sein tous ses enfants, le parti étant la propriété de tout le monde et de personne». Le FLN, a-t-il ajouté, «sera l'acteur prin-

cipal des prochaines échéances et la locomotive qui tirera tous les autres partis». Benmbarak Abdelkrim a également plaidé la nécessité pour tous les militants de revenir au parti sans exclusion, recommandant que les «intérêts du parti et de la nation soient placés au-dessus de toute considération».

I.M. Amine

SELON AHMED BADANI :

# L'Algérie est en mesure d'exporter des navires de pêche

Le ministre de la Pêche et des Productions halieutiques, Ahmed Badani, a annoncé, avant-hier, que l'Algérie a acquis la maîtrise technique dans le domaine de la construction des navires de pêche et qu'elle est prête pour l'exportation.

Dans une déclaration à la presse en marge de sa visite de certains stands du Salon International de la Pêche et de l'Aquaculture (SIPA), au Centre des congrès Mohamed Ben Ahmed d'Oran, le ministre a souligné qu'il "existe une concurrence et une maîtrise au niveau local dans le domaine de la construction des navires de pêche, rendant l'Algérie prête pour leur exportation". Badani dira que des contacts sont établis avec certains pays africains et arabes en vue d'exporter des navires de fabrication algérienne, indiquant qu'un grand intérêt est accordé à ce dossier avec un suivi de la part des missions diplomatiques algériennes pour accompagner les opérateurs économiques, activant dans ce domaine, dans leurs futures opérations d'exportation. Quant à l'engraissement du thon rouge, il a indiqué que l'Algérie ambitionne à créer des fermes pour



engraisser localement son quota de ce poisson au lieu de l'exporter tel quel, ce qui créerait de la valeur ajoutée et des revenus supplémentaires en devises. Dans ce registre, il a évoqué les études techniques avancées liées à l'engraissement du thon, signalant que ce projet néces-

site une grande maîtrise sur le plan technique, notamment en ce qui concerne la nutrition. Badani a annoncé que le quota de l'Algérie du thon rouge est estimé cette année à 2.023 tonnes (contre 1.650 tonnes l'année dernière), alors que son exportation a permis de réaliser des reve-

nus s'élevant à 35 millions de dollars. Pour la pêche en haute mer, le ministre a indiqué que des consultations sont en cours avec une importante délégation mauritanienne présente à ce salon qui concernent la pêche dans les eaux territoriales de ce pays. N.S.

AVEC UNE ENVELOPPE DE 34 MILLIARDS DE DA

## Le secteur de l'Hydraulique entame l'exécution de la première tranche d'un programme spécial

Le secteur de l'Hydraulique vient d'élaborer un programme spécial adopté par les pouvoirs publics pour la réutilisation des eaux épurées, dont la première tranche, d'un montant de 34 MDS de DA, a été approuvée, a annoncé, jeudi dernier, le ministre de l'Hydraulique, Taha Derbal.

Auditionné par la Commission Habitat, Equipement, Hydraulique et Aménagement du territoire à l'Assemblée populaire nationale (APN), le ministre a expliqué que ce programme intervient en application des décisions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, prises lors de la réunion du Conseil des ministres tenue au mois de novembre

2023, relatives à l'augmentation de la capacité d'épuration et de récupération des eaux usées, avec un objectif d'exploitation fixé à 60% de la quantité produite. Un plan de réutilisation des eaux épurées a ainsi été mis en place, basé sur deux axes, relatifs à l'augmentation du taux des eaux épurées et à leur réutilisation.

La première tranche du programme approuvé pour les années 2023, 2024, 2025 et 2026, inclut, selon le ministre, les eaux utilisées dans les zones agricoles, industrielles et urbaines, où il sera procédé à la réhabilitation des stations d'épuration des eaux usées et l'acheminement des eaux aux zones agricoles, à l'instar du Barrage vert et l'irrigation des

espaces verts. Ledit programme comprend également la remise en service des stations et la réhabilitation des équipements et l'élargissement, en sus de l'intégration du système de traitement tertiaire, où les cadres du ministère œuvrent à l'élaboration des dossiers techniques, et la préparation de l'annonce des appels d'offres après l'établissement de tous les cahiers des charges propres à cette opération. Ce programme spécial prend en considération toutes les stations d'épuration, objet de préoccupation de la Commission, aux wilayas d'El Taref, de Annaba et de Mila, selon Taha Derbal.

N.S.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

## Le ministère veut réviser l'organigramme de l'ONOU

Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique, Kamel Baddari, a indiqué, jeudi dernier, que son secteur s'attellait à la révision de l'organigramme de l'Office national des œuvres universitaires (ONOU), dans l'objectif de l'adapter au système de décentralisation administrative.

A une question d'un député de l'Assemblée populaire nationale (APN) lors d'une séance plénière consacrée aux questions orales, Baddari a précisé que "la révision de l'organigramme de l'ONOU vise son adaptation au système de décentralisa-

tion et la facilitation de la prise en charge des opérations nécessitant une exécution rapide des décisions étant liées à la vie quotidienne de l'étudiant".

Le ministre a souligné, dans ce contexte, que le changement de mode de gestion des œuvres universitaires faisait partie intégrante "des réformes adoptées par le secteur dans le souci de moderniser les œuvres universitaires, de mettre un terme aux pratiques illicites et de conférer davantage de transparence à la gestion".

Le ministre a fait savoir d'autre part que "des marchés à la procédure négociée

ont été conclus au profit des établissements publics après les avoir soumis au gouvernement, lesquels ont porté sur l'approvisionnement, en viandes rouges et blanches fraîches, des résidences universitaires relevant des directions des œuvres universitaires n'ayant pas été en mesure d'accomplir les procédures d'appels d'offre après que les opérateurs ont renoncé au renouvellement des marchés en fin d'année financière".

Baddari a mis en avant l'ensemble des procédures et des mesures prises dans le domaine de la gestion moderne des œuvres univer-

sitaires, notamment en ce qui concerne le recours à la numérisation dans leur gestion.

Quant au recrutement, Baddari a indiqué que le secteur de l'Enseignement supérieur avait soumis au ministère des Finances "une demande de mobilisation de postes budgétaires supplémentaires" en vue de "renforcer la formation" dans certains établissements universitaires, soulignant que le secteur "poursuit la couverture des besoins des établissements universitaires sous un encadrement pédagogique de qualité".

R.N.

ASPHYXIE AU MONOXYDE DE CARBONE (CO)

**80 MORTS ENREGISTRÉS DEPUIS LE DÉBUT OCTOBRE À TRAVERS LE TERRITOIRE NATIONAL**

Une fillette est décédée par asphyxie au monoxyde de carbone (CO), au cours de la semaine dernière à Mascara, portant ainsi le nombre total des décès à 80 au niveau national depuis début octobre dernier, a-t-on appris jeudi auprès des services de la Protection civile.

Dans une déclaration à l'APS, le chargé de la Communication à la Direction générale de la Protection civile, Youcef Abdat, a précisé que les services de la Protection civile avaient enregistré, entre le 1<sup>er</sup> et le 7 février, le décès d'une fillette âgée de 6 ans par asphyxie au CO, ainsi que 70 personnes incommodées par les émanations de gaz. Des chiffres qui portent le bilan total des décès depuis début octobre dernier à 80 à travers le territoire national.

Les mêmes services poursuivent leurs campagnes de sensibilisation à travers le pays afin de prodiguer aux citoyens les conseils et consignes de prévention contre "ce tueur silencieux", et leur inculquer une culture de prévention, en les sensibilisant à la nécessité de respecter les consignes et normes de sécurité pour éviter les risques liés au gaz, ajoute le même responsable.

R.N./avec APS

ÉCONOMIE DE LA CONNAISSANCE

**ANNABA SE DOTERA D'UN PÔLE TECHNOLOGIQUE NATIONAL À SIDI AMAR**

Le ministre de l'Economie de la connaissance, des Start-up et des Micro-entreprises, Yacine El-Mahdi Oualid, a annoncé jeudi à Annaba une proposition de création d'un pôle technologique national dans cette wilaya par l'exploitation de l'immeuble ENSID inutilisé depuis 20 ans à Chaïba, dans la commune de Sidi Amar. Dans une déclaration à la presse au terme de sa visite de cet immeuble après avoir présidé l'ouverture de la Foire algérienne de l'entrepreneuriat, de la formation et de l'économie numérique à l'hôtel Sheraton Annaba, le ministre dira que « l'investissement dans ce bâtiment par la création d'un pôle technologique national permettra aux start-up, aux entreprises innovantes et aux acteurs de l'économie numérique du pays d'échanger et de développer leurs compétences dans la maîtrise des technologies pour le développement des activités innovantes ». El-Mahdi Oualid a précisé que « la transformation de ce siège en pôle technologique national consolidera l'écosystème entrepreneurial et incitera les jeunes et les compétences technologiques à s'engager dans l'investissement lié à l'économie numérique. »

R.N.

# COOPÉRATION ÉNERGÉTIQUE ENTRE L'ALGÉRIE ET L'ALLEMAGNE ALLIANCE STRATÉGIQUE ET PERSPECTIVES PROMETTEUSES

**Le vice-chancelier et ministre de l'Economie et du Climat de la République fédérale d'Allemagne, Robert Habeck, a exprimé, jeudi à Alger, son optimisme quant à l'avenir prometteur de la coopération entre l'Algérie et l'Allemagne dans le domaine de l'énergie, notamment en matière d'exploitation de l'hydrogène vert.**

Dans une déclaration à la presse à l'issue de l'audience que lui a accordée le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, au siège de la Présidence de la République, M. Habeck a indiqué avoir perçu lors de la rencontre « la sagesse du président de la République et sa volonté d'instaurer la paix et la réconciliation », précisant que l'objectif de sa visite en Algérie était d'examiner les moyens de renforcer la coopération dans « les domaines économiques et énergétiques ».

A ce propos, le vice-chancelier allemand a déclaré : « à la suite de ma rencontre avec le président de la République, je suis très optimiste pour l'avenir de la coopération entre les deux pays dans le

domaine de l'énergie », estimant que « la coopération économique dans le domaine de la politique énergétique contribuera grandement à instaurer la paix et à réaliser la prospérité ».

Rappelant que son pays importait de l'hydrogène, notamment de l'hydrogène vert, le responsable allemand a salué « les énormes potentialités » de l'Algérie dans ce domaine, tout en soulignant que l'Algérie et l'Allemagne et les pays situés entre les deux comme l'Italie et l'Autriche « pourraient concrétiser de grands projets pour la création d'un nouveau monde de l'énergie ».

Habeck a, par ailleurs, déclaré que « le Gouvernement allemand remercie le Gouvernement algérien d'avoir augmen-



té les quantités de gaz au moment où les approvisionnements en gaz russe faisaient défaut », soulignant que son pays aspirait à « réduire nettement sa consommation de gaz à l'avenir ».

Il a indiqué que l'Allemagne prévoyait de « créer de nouvelles stations industrielles dans tout le pays dans les 15 à 25 prochaines années pour remplacer le gaz naturel par de l'hydrogène », précisant que « l'hydrogène à faible teneur en carbone sera produit en utilisant les énergies éolienne et solaire ».

Le responsable allemand a indiqué que l'Algérie pourra contribuer de manière significative à ce projet grâce « au gazoduc existant qui traverse la Méditerranée et qui peut être facilement utilisé pour créer un environnement mutuellement bénéfique à même de permettre à

l'Algérie de se préparer à l'après-gaz pour assurer la prospérité et la richesse futures ».

R.E.

**PARTENARIAT  
SONATRACH  
et l'allemande VNG  
Handel & Vertrieb  
GmbH signent  
un contrat  
d'approvisionnement  
en gaz**

SONATRACH et la société allemande VNG Handel & Vertrieb GmbH (VNG), basée à Leipzig et filiale à 100 % de VNG AG, ont signé ce jeudi un contrat d'approvisionnement en gaz sur le moyen terme. Rachid HACHICHI, Pdg de SONATRACH a déclaré à cette occasion : « Nous sommes heureux de renforcer notre partenariat énergétique avec l'Europe à travers ce contrat historique avec la société VNG, qui marque le début des livraisons de gaz naturel à l'Allemagne, pays avec lequel nous estimons qu'un grand potentiel existe pour développer davantage cette coopération commerciale et l'étendre dans le futur vers d'autres domaines de la chaîne de valeur énergétique tel que l'hydrogène ».

Quant à Ulf HEITMÜLLER, Pdg de VNG, il dira pour sa part : « Nous sommes ravis d'avoir pu conclure un contrat d'approvisionnement en gaz sur le moyen terme avec SONATRACH. VNG devient ainsi la première entreprise allemande à acheter du gaz via pipeline à partir de l'Algérie. Ce contrat jette les bases d'une relation de confiance en matière d'approvisionnement, ouvre de nouvelles perspectives et renforce le partenariat énergétique germano-algérien. Outre le fait que le gaz naturel algérien soit un produit essentiel pour garantir la sécurité énergétique, nous envisageons, à long terme, d'établir un partenariat dans le domaine de l'hydrogène avec SONATRACH et d'importer, à l'avenir, de l'hydrogène vert à partir de l'Algérie vers l'Allemagne. L'achat de gaz algérien via pipeline vers l'Allemagne constitue une diversification supplémentaire du portefeuille d'achat de VNG, renforçant ainsi sa position en tant que partenaire fiable envers ses clients et apporte une contribution importante à la sécurité de ses approvisionnements ».

M.H.

## ENERGIES RENOUVELABLES

### Création d'une «Task force» algéro-allemande sur l'hydrogène

L'Algérie et l'Allemagne ont signé, hier à Alger, une déclaration d'intention commune portant création d'une Task force bilatérale sur l'hydrogène, en vue de renforcer et soutenir les investissements dans tous les secteurs économiques (privé et public), concernés par le développement de l'hydrogène dans les deux pays.

La déclaration a été signée par le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab et le vice-chancelier d'Allemagne et ministre fédéral de l'Economie et du Climat, Robert Habeck, en marge d'une table ronde organisée avec la participation des représentants des sociétés algériennes et allemandes activant dans le secteur de l'énergie, de représentants

des ambassades de Tunisie, d'Italie et d'Autriche ainsi que de l'Union européenne (UE) en Algérie, en vue de débattre des dossiers de coopération d'intérêt commun, à l'instar des énergies renouvelables, du développement de l'hydrogène et du projet Corridor sud H2. Ladite déclaration prévoit de renforcer la coopération commune dans le domaine des études de faisabilité, de la production, du traitement, de l'emploi, du transport, du stockage et du marketing de l'hydrogène, ainsi que de ses dérivés produits à partir des énergies renouvelables, bénéfiques aux deux pays, d'autant plus que les deux parties envisagent de créer une Task force algéro-allemande sur l'hydrogène - dans le cadre du partenariat

énergétique - en vue de contribuer à la création des opportunités économiques, tout en favorisant la réalisation des objectifs de l'Accord de Paris sur le climat.

Ont été également invités les représentants de l'UE et du consortium européen qui soutiennent ensemble la création d'un « Corridor sud H2 », un projet qui prévoit l'adaptation et l'extension du corridor de gazoducs pour transporter l'hydrogène de source renouvelable, à partir de l'Algérie jusqu'au sud de l'Allemagne. L'Algérie a l'intention de devenir un important producteur d'hydrogène et d'exporter 10% des besoins de l'UE d'ici 2040.

N.S.

## AGRICULTURE

### Plus de 52 000 exploitations raccordées à l'électricité à fin 2023

Plus de 52.000 exploitations agricoles sur 84.000 programmées ont été raccordées à l'électricité jusqu'au mois de décembre 2023, a indiqué jeudi le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab. Lors d'une séance plénière consacrée aux questions orales à l'Assemblée populaire nationale (APN), Arkab a précisé que 52.741 exploitations agricoles sur 84.762 programmées avaient été raccordées à l'élec-

tricité, soit 62%, dont 45.245 exploitations entrées en services, 21.327 exploitations en cours d'étude ou en phase de lancement des travaux et 10.694 en cours de réalisation, tout en annonçant que l'année 2024 verra le parachèvement des opérations de raccordement. Répondant à une question sur le raccordement des exploitations agricoles à l'électricité dans la wilaya de Tipasa, le ministre de l'Energie a

noté que « ces mesures s'inscrivaient dans le cadre du développement des périmètres agricoles, faisant état du raccordement de 61 exploitations agricoles dans cette wilaya sur 239 concernées par le raccordement, avec 48 exploitations entrées en service, 13 autres qui le seront prochainement, le reste des exploitations étant en cours d'étude, de réalisation ou de lancement. »

R.E.

DJELFA : PRODUCTION NATIONALE DE CIMENT

# L'usine d'Ain El Ibel va renforcer les capacités de l'Algérie

L'installation compte deux lignes de production d'une capacité au total de 3 millions de tonnes/an. Les travaux de la première ligne sont achevés à 90%.

Le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, a affirmé, mercredi à Djelfa, que l'entrée en service de la cimenterie d'Ain El Ibel (sud de la wilaya) va contribuer au renforcement des capacités de production de l'Algérie en ce matériau. Le ministre, qui inspectait le chantier du projet de cette cimenterie, à l'arrêt depuis 2019, dans le cadre d'une visite de travail dans la wilaya, a insisté sur "la nécessité d'accélération de l'opération d'inventoriage de tous les équipements et installations de cette usine, comptant deux lignes de production, dont une achevée à 90 %, de manière à ce qu'elle soit fin prête dans les plus brefs délais". M. Aoun a aussi ordonné la création "au plus vite" d'une commission technique, en coordination avec le Groupe industriel des ciments d'Algérie (GICA), en vue de la réalisation d'un état des lieux précis de l'usine, au plan des installations et équipements, avec la mise au point d'une feuille de route pour le parachèvement de ce projet visant à renforcer la production du ciment en Algérie. "La relance de cette cimenterie s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune", a ajouté le ministre, notant, "avec fierté",



que l'Algérie qui "était, il y a trois ou quatre ans, un pays importateur de ciment, est devenu aujourd'hui un pays producteur, mais aussi exportateur de ce matériau, grâce au renforcement et promotion de l'investissement industriel". Le projet de cette cimenterie, sise dans la région d'Oued Sdar, de la commune d'Ain El Ibel, relève de la société "ASEC" Ciment-Algérie. Il s'agit d'un important projet structurant de nature à insuffler la dynamique de développement à l'échelle locale, selon les explications fournies, sur place, par le directeur local du secteur, Issam Bencherif. Selon le même responsable, l'entrée en service de cet investissement d'une valeur de 50 milliards de DA, devrait générer 500 postes d'emplois pour les deux lignes de pro-

duction, en plus de 700 autres emplois indirects, avec une capacité de production, pour les deux lignes, estimée à trois (3) millions de tonnes/an. Le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique a également inspecté une unité de production d'eau minérale dans la région d'El Hiouhi, commune de Taadmit, avec la remise d'une autorisation définitive d'exploitation à son promoteur. Entrée en exploitation en 2020, cette unité est dotée d'une capacité de production estimée à 11 millions de litres/an, tout en assurant 134 postes d'emploi permanents, selon les explications fournies au ministre. Sur place, M. Aoun s'est enquis du projet d'extension de cette unité, en vue de la production de jus, avec une prévision de création de 120 postes d'em-

ploi supplémentaires, à sa mise en service. Au chef-lieu de Djelfa, le ministre a visité une unité industrielle privée spécialisée dans la production de matériaux de construction en béton, dont la valeur de l'investissement est estimée à 400 millions de DA, avec une capacité de production de près de 40 tonnes/jour. Sachant que cette unité exploite des matières premières locales et importées, en plus de ciment et sable locaux. Elle produit essentiellement des pavés en ciment au profit des marchés local et régional. Après avoir écouté un exposé sur l'état des lieux des zones industrielles et d'activités, prises en charge par le Groupe des industries locales "Divindus", M. Aoun a appelé les responsables de ce groupe à multiplier les opérations de maintenance et à améliorer les prestations offertes aux opérateurs activant dans ces zones. Le ministre va clore sa visite à Djelfa par une inspection de l'Entreprise nationale des industries électriques "Enie" au niveau de la wilaya déléguée d'Ain Ouessara, où il visitera, également, une unité privée de fabrication et de transformation de papier. Un exposé lui sera, ensuite, présenté sur le projet d'aménagement d'un parc industriel, ayant bénéficié d'une levée de gel. **R. R.**

OUARGLA

## Inauguration de deux hôtels privés d'une capacité de 317 lits

Le ministre du Tourisme et de l'Artisanat, Mokhtar Didouche, a affirmé, jeudi à Ouargla, que les nouvelles structures hôtelières contribuent à la promotion du produit touristique de la région. "Les nouvelles installations hôtelières, retenues pour la région, contribuent à la promotion du produit touristique, matériel, immatériel, religieux et thermal, et le tourisme des affaires, eu égard à l'intense activité économique que connaît cette région", a souligné M. Didouche, en marge de sa visite de travail dans la wilaya. Il a indiqué, à ce propos, que "le ministère du Tourisme œuvre à encourager l'investissement touristique, en application de la stratégie de l'Etat tendant à promouvoir la destination touristique algérienne et développer le secteur à travers les différentes régions du pays". Le ministre a, lors de sa tournée, procédé à l'inauguration à Ouargla de deux nouvelles structures hôtelières privées, la première "Aziz-Royal", cataloguée quatre étoiles, localisée à proximité de la RN-49 reliant Ouargla et Ghardaïa et la seconde appelée "Lynatel-Place". La première structure hôtelière dispose de 40 chambres et 12 suites d'une capacité d'hébergement de 107 lits, et la seconde, d'une capacité de 210 lits structurés en 94 chambres et 10 suites, selon les explications fournies à la délégation ministérielle. La délégation ministérielle a, également, inspecté le chantier d'un autre hôtel de 44 chambres et 10 suites, totalisant 138 lits, dont la réception est prévue pour le troisième trimestre de l'année prochaine. Se rendant dans la région d'El-Bakrat, commune d'Ain El-Beida, M. Didouche a procédé à la pose de la première pierre pour la réalisation d'une structure hôtelière privée, dont la durée des travaux de réalisation est fixé pour 24 mois. **APS**

ORAN SIPA:

## L'exportation des produits halieutiques algériens vers l'Europe en étude

Le secrétaire général de l'association italienne des ressources halieutiques, Giuseppe Palma, a indiqué, vendredi à Oran que des consultations sont en cours avec les autorités publiques algériennes sur les modalités d'exportation des produits halieutiques algériens vers les marchés italiens et européens. M. Palma a déclaré à l'APS en marge du Salon international de la pêche et de l'aquaculture (SIPA), dont les activités se poursuivent au Centre des congrès Mohamed-Benahmed, que

l'association italienne des ressources halieutiques est intéressée par l'importation de produits halieutiques algériens, aussi bien ceux de la pêche que de l'aquaculture, au profit des marchés italiens et européens.

Il a souligné que des consultations sont en cours avec le ministère algérien de la Pêche et des Produits halieutiques concernant les lois organisationnelles relatives au contrôle de ces produits, indiquant que l'importation des produits

halieutiques d'Algérie débutera dès qu'un accord y afférent sera conclu. M. Palma a également souligné que son association s'intéresse à différents poissons et crustacés, précisant que l'importation concernera les produits de la mer dans une première phase, qui sera suivie par celle des poissons d'aquaculture. La 9e édition du SIPA, qui se tient cette année sous le slogan "Pour une sécurité alimentaire durable" sous le haut patronage du président de la République, M.

Abdelmadjid Tebboune, a été ouverte jeudi par le ministre de la Pêche et des Productions halieutiques, Ahmed Badani. Cette manifestation économique, organisée jusqu'à dimanche prochain, par la Chambre algérienne de la Pêche et de l'aquaculture, enregistre la participation de 174 exposants nationaux et étrangers en provenance d'Europe, d'Amérique latine, d'Afrique et de pays arabes. **APS**

ORAN : PARTENARIAT ALGÉRIE-VENEZUELA

## Des missions scientifiques pour développer l'élevage de la crevette

L'envoi de missions scientifiques pour développer l'élevage de la crevette d'eau douce en Algérie et du tilapia rouge au Venezuela, a été décidé lors d'une réunion de travail tenue, vendredi à Oran, entre le ministre de la Pêche et des Productions halieutiques, Ahmed Badani et le ministre de l'Autorité populaire de la Pêche maritime et de l'Aquaculture du Venezuela, Juan Carlos Loyo Hernandez. Lors de cette rencontre organisée, en marge du deuxième jour de la 9e édition du Salon

de la pêche et de l'aquaculture en présence des délégations des deux ministères, M. Badani, a émis son souhait de développer l'élevage de la crevette d'eau douce, dont le Venezuela dispose d'une grande expérience. Il a rappelé que l'Algérie dispose d'une ferme aquacole d'élevage de crevettes d'eau douce dans la wilaya d'Ouargla, qui peut être un départ pour le développement de cette activité. Pour sa part, le ministre vénézuélien a exprimé son intérêt pour l'expérience de l'Algérie dans l'élevage

du tilapia rouge, sur les deux plans génétique et fabrication d'aliments. Le directeur de l'aquaculture au ministère de la Pêche et des Productions halieutiques, Hamza Habbache, présent à la réunion, a rappelé que l'Algérie maîtrise toute la chaîne d'élevage du tilapia rouge, y compris l'éclosion et la fabrication de l'aliment. Outre le volet de l'aquaculture, les deux ministres ont abordé lors de cette rencontre, les possibilités d'échange dans le domaine de la gestion des ports, de la

recherche scientifique, de l'importation et de l'exportation de produits aquacoles. Le ministre de l'Autorité populaire de la Pêche maritime et de l'Aquaculture du Venezuela, a souligné à cette occasion les bonnes relations entre les deux pays. De son côté, M. Badani, a réitéré la volonté de l'Algérie de développer ses relations avec le Venezuela dans tous les domaines, dont la pêche et l'aquaculture. La 9e édition du SIPA, qui se tient cette année sous le slogan "Pour une sécurité alimentaire

durable" sous le haut patronage du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a été ouverte jeudi par le ministre de la Pêche et des Productions halieutiques. Cette manifestation économique, organisée jusqu'à dimanche prochain, par la Chambre algérienne de la Pêche et de l'aquaculture, enregistre la participation de 174 exposants nationaux et étrangers de 16 nationalités en provenance d'Europe, d'Amérique latine, d'Afrique et de pays arabes. **APS**

# 30% DES CHERCHEUSES DANS LE MONDE SONT

La Journée internationale des femmes et des filles de science célébrée le 11 février est l'occasion de promouvoir l'égalité d'accès et de participation à la science pour les femmes et les filles. Relever certains des plus grands défis du Programme de développement durable à l'horizon 2030 - de l'amélioration de la santé à la lutte contre le changement climatique - dépendra de la mobilisation de tous les talents. Il faut donc que plus de femmes travaillent dans ces domaines. La diversité dans la recherche élargit le bassin de chercheurs talentueux, apportant de nouvelles perspectives, du talent et de la créativité. Cette Journée rappelle que les femmes et les filles jouent un rôle essentiel dans les communautés scientifiques et technologiques et que leur participation doit être renforcée.

Bien que les domaines de la science, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques (STEM) soient largement considérés comme essentiels pour les économies nationales, la plupart des pays, quel que soit leur niveau de développement, n'ont pas atteint l'égalité des sexes dans les STEM.

La 9ème Assemblée de la Journée internationale des femmes et des filles de science a eu lieu les 8 et 9 février 2024 au siège des Nations Unies, à New

York. L'égalité des sexes a toujours été une question majeure pour les Nations Unies. L'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et des filles sont cruciales non seulement pour le développement économique du monde, mais aussi dans la réalisation de tous les objectifs et des cibles du Programme de développement durable à l'horizon 2030. Pour rappel, le 14 mars 2011, la Commission de la condition de la femme a adopté, au cours de sa 55e session, les conclusions d'un rapport sur l'accès et la participation des femmes et des filles dans l'éducation, la formation, les sciences et la technologie et sur la promotion d'un accès égal à l'emploi à temps plein et à un travail décent. Le 20 décembre 2013, l'Assemblée générale a adopté une résolution sur la science, la technologie et l'innovation au service du développement, dans laquelle elle « considère qu'il est impératif de donner aux femmes de tous âges les moyens d'accéder et de participer pleinement, sur un pied d'égalité, aux activités scientifiques et techniques et à l'innovation pour assurer l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes ».

## CE QU'IL FAUT RETENIR

Les bourses de recherche allouées aux femmes sont moins importantes que celles allouées à leurs collègues masculins et que, bien qu'elles représentent 33,3% de la population de chercheurs, les femmes n'occupent que 12% des sièges dans les académies nationales des sciences. Dans les secteurs de pointe tels que l'intelligence artificielle, les chercheuses ne représentent que 22 % des professionnels. Malgré une pénurie de compétences dans la plupart des domaines technologiques moteurs de la 4e révolution industrielle, les femmes ne représentent que 28% des diplômés en ingénierie et 40% des diplômés en informatique. Les carrières des chercheuses ont tendance à être plus courtes et moins rémunérées. Leurs travaux sont sous-représentés dans les revues de haut niveau et elles sont souvent ignorées pour des promotions. Dans les domaines de l'industrie 4.0, les femmes restent minoritaires. En 2018, les femmes représentaient un chercheur sur trois (33 %). Dans le domaine des sciences de la vie, la parité hommes-femmes a été atteinte dans de nombreux pays ; les femmes y sont parfois même majoritaires. Toutefois, elles ne représentent que 28 % des diplômés de l'enseignement supérieur en ingénierie et que 40 % des diplômés en informatique. En IA, seulement 22 % des professionnels du domaine sont des femmes. Cette situation semble particulièrement ironique quand on sait que ces domaines ne forment pas seulement le moteur de la quatrième révolution industrielle ; ils sont également caractérisés par une pénurie de compétences. Concernant les entreprises technologiques, les femmes restent minoritaires dans les rôles techniques et de direction. Aux États-Unis, la principale raison invoquée par les femmes pour justifier leur abandon des métiers de la technologie est le sentiment d'être sous-estimée. Dans le monde des affaires, moins d'un chercheur sur quatre est une femme. Lorsque celles-ci créent leur propre entreprise, elles ont du mal à accéder à des financements. En 2019, à peine 2 % du capital-risque a concerné des start-ups fondées par des femmes. Des pays ont néanmoins adopté des mesures pour soutenir les femmes entrepreneurs : le Chili, par exemple, a introduit en 2018 le dispositif « Capital humain pour l'innovation dans les entreprises féminines ». Il offre ainsi aux start-ups technologiques fondées par des femmes un cofinancement pouvant aller jusqu'à 30 millions de pesos (environ 40 000 dollars), afin de les aider à embaucher du personnel pour leur projet. Ce cofinancement couvre 80 % du coût d'embauche pour les hommes et 90 % pour les femmes.



## LUTTER CONTRE LA CRISE CLIMATIQUE MONDIALE

La dégradation des systèmes naturels de la planète a un effet disproportionné sur les femmes et les filles. Selon l'Unesco, 158 millions de femmes et de filles sont touchées par la pauvreté en conséquence directe du dérèglement climatique, soit 16 millions de plus que le nombre total d'hommes et de garçons. Les extrêmes climatiques exacerbent les inégalités existantes et les dynamiques de pouvoir qui renforcent les normes et stéréotypes de genre restrictifs. Cela signifie que les femmes et les filles ont moins de chances d'accéder aux ressources et services nécessaires et sont plus vulnérables aux multiples formes de violence basée sur le genre. Pas moins de 80 % des personnes déplacées par le changement climatique et les catastrophes naturelles sont des femmes et des filles. Elles sont également 14 fois plus susceptibles de mourir à la suite d'une catastrophe naturelle.

La situation est alarmante. Les catastrophes mondiales liées au climat ont presque doublé au cours des 20 dernières années. Le leadership des femmes en tant qu'agents de changement pour faire face à cette crise est le seul moyen de sauver la planète avant qu'il ne soit trop tard. Un changement de paradigme est nécessaire pour corriger la situation actuelle. Notre réponse globale à la crise climatique ne sera pas efficace si les femmes ne sont pas impliquées dans la gouvernance, garantissant que les mesures d'atténuation et d'adaptation sont inclusives et ne laissent personne de côté. Pourtant, lorsque l'on parle de leadership des femmes, la situation est décourageante. Les femmes sont largement sous-représentées dans les postes de décision à tous les niveaux, y compris dans le domaine du changement climatique. Sur les 133 dirigeants mondiaux participant à la COP 28, seuls 15 étaient des femmes, comme les années précédentes. Alors que les femmes sont exclues des postes de direction de l'agenda climatique mondial, ce sont elles qui souffrent le plus de la crise climatique. En réponse à des menaces environnementales sans précédent, la Journée internationale des femmes dans le multilatéralisme de l'UNESCO est devenue une plateforme pour les dirigeants, les scientifiques et les activistes afin de mettre en lumière le lien vital entre le changement climatique et les disparités de genre. La troisième édition de la Journée, approuvée lors de la 41e Conférence générale de l'UNESCO, s'est déroulée au siège de l'UNESCO à Paris le 25 janvier 2024. Ce rassemblement de leaders mondiaux, de scientifiques et d'activistes a créé un espace de réflexion, de plaidoyer et d'engagement, abordant les défis interconnectés du changement climatique et des inégalités de genre.

Aujourd'hui, nous sommes en faveur de l'autonomisation des femmes et des filles dans le domaine des sciences et de la technologie. Selon l'agence pour le développement durable, la résolution adoptée en 2010 est née d'un dialogue entre les hommes et les femmes. C'est un impératif moral et politique. Les femmes jouent un rôle essentiel dans la solution à la crise climatique. Elles ont un potentiel d'innovation unique. Elles sont touchées par les crises du climat et les catastrophes naturelles, non seulement d'un point de vue physique, mais aussi d'un point de vue économique. Les femmes sont représentées dans les négociations mondiales et nationales sur le climat, mais leur participation est souvent limitée. Elles ont des connaissances et des compétences précieuses à offrir. Elles sont des leaders dans de nombreux domaines. Elles ont le droit de participer à la prise de décision. Elles ont le droit de diriger. Elles ont le droit de décider. Elles ont le droit de choisir. Elles ont le droit de changer.

## AUTONOMISATION DES FEMMES ET DES FILLES

Une plus grande participation des femmes et des filles dans le leadership scientifique et technologique est essentielle pour relever les défis du changement climatique et de la justice sociale. Les femmes et les filles ont des compétences et des connaissances précieuses à offrir. Elles ont le droit de participer à la prise de décision. Elles ont le droit de diriger. Elles ont le droit de décider. Elles ont le droit de choisir. Elles ont le droit de changer.

**La Journée internationale des femmes et des filles de science célébrée le 11 février est l'occasion de promouvoir l'égalité d'accès et de participation à la science. Environ 30% seulement des étudiantes dans le monde choisissent des domaines liés aux STEM (Sciences, technologie, ingénierie, mathématiques) dans l'enseignement supérieur.**

York. L'occasion de discuter du leadership des femmes dans la réalisation des trois piliers du développement durable, à savoir la prospérité économique, la justice sociale et l'intégrité de l'environnement. Dans le monde entier, il existe depuis des années un écart important entre les sexes dans les sciences, la technologie, l'ingénierie et les mathématiques (STEM). Bien que les femmes aient réalisé d'immenses progrès quant à leur participation dans l'éducation supérieure, elles restent sous-représentées dans ces catégories scientifiques.

QUE ET NOUVEAUX DÉFIS

# LEURS SEULEMENT SONT DES FEMMES



ous lançons notre engagement en  
tonomisation des femmes dans le  
sciences océaniques tout au long de la  
Nations unies pour l'océan.

onusienne, une action urgente et  
nécessaire pour démontrer que l'égalité  
hommes et les femmes n'est pas seule-  
ment un objectif moral, mais une nécessité straté-  
gique et les jeunes filles font partie de  
la crise climatique parce qu'elles ont le  
pouvoir des connaissances et des expé-  
riences qui peuvent aider à résoudre les  
problèmes et des écosystèmes. Il ne s'agit pas  
de chiffres, car les femmes représentent environ la moitié de la popu-  
lation mondiale et, par conséquent, une grande par-  
tie des connaissances humaines, des idées et des innova-  
tions qui peuvent conduire à des solu-  
tions. Les femmes sont les gardiennes d'un  
savoir local et expérimental indispensable. Les  
femmes autochtones, en particulier, ont une  
connaissance approfondie des pratiques de gestion  
des terres et des ressources naturelles.  
Les défis spécifiques persistent. Un chan-  
gement doit être opéré aux niveaux  
local pour que les femmes soient à la  
tête de l'œuvre des engagements interna-  
tionaux de changement climatique. Cela  
est particulièrement difficile dans des  
contextes où les femmes autochtones et les femmes  
des groupes minoritaires sont  
souffrant de multiples formes de discrimina-

## ÉGALISATION DES FEMMES MONDIALES

de sensibilisation et un soutien poli-  
tiques sont nécessaires pour placer l'égalité  
au cœur de l'action visant à résoudre la  
crise. Un examen récent des plans d'ac-  
tion sur le climat a révélé que seuls 55  
% des mesures spécifiques d'adapta-  
tion font référence à l'égalité de genre  
et 23 pays reconnaissent les femmes  
comme des agents de changement permettant d'ac-  
croître en matière d'engagements cli-  
matiques. En outre, on estime que seulement  
un tiers de l'aide publique au dévelop-  
pement liée au climat est consacrée à l'égalité.  
Enfin, l'objectif principal, malgré les  
efforts pris par les gouvernements et les  
partenaires internationaux dans les enceintes multi-  
latérales lors de la conférence des  
partenaires sur le changement climatique.  
L'objectif dans la vie ne devrait pas être limi-

té par des préjugés ou empêché par un environne-  
ment peu propice à l'épanouissement. Les filles et  
les garçons devraient être soutenus pour dévelop-  
per leurs talents au maximum et sans les  
contraintes souvent imposées par les stéréotypes  
de genre. Cependant, les femmes sont nettement  
moins susceptibles de s'inscrire pour des études  
dans de nombreux domaines des sciences, de la  
technologie, de l'ingénierie et des mathématiques  
(STIM), à l'exception des sciences de la vie. En fait,  
les femmes ne représentent encore que 28 % des  
diplômés en ingénierie et 40 % des diplômés en  
informatique, et dans des domaines tels que l'intel-  
ligence artificielle, seul un professionnel sur cinq  
est une femme. Cela semble contre-intuitif, car les  
filles réussissent aussi bien, voire mieux, que les  
garçons en sciences et en mathématiques dans les  
tests standardisés tels que le Programme interna-  
tional pour le suivi des acquis des élèves (PISA) ou  
l'étude sur les tendances internationales sur les  
mathématiques et les sciences (TIMSS). C'est pour-  
quoi il est pertinent d'identifier et de traiter les  
principaux facteurs qui dissuadent les filles et les  
femmes de poursuivre des carrières scientifiques.  
Compte tenu de la croissance rapide de l'économie  
numérique mondiale, il est impératif de mettre en  
place des politiques délibérées afin de garantir aux  
filles et aux garçons la possibilité d'acquérir des  
compétences liées aux STIM.

La pandémie de COVID-19 a souligné l'importance  
de la contribution des femmes à la science, mais a  
également mis en évidence les disparités entre les  
sexes. D'une part, des femmes scientifiques et pro-  
fessionnelles telles que le professeur Sarah Gilbert,  
qui a dirigé le développement du vaccin  
Oxford/Astra-Zeneca contre la COVID-19, et bien  
d'autres ont été des exemples de réussite. D'autre  
part, la pandémie a eu des répercussions négatives  
sur la scolarité et l'emploi des filles et des femmes  
dans le monde entier. Bien que les premières  
preuves soient mitigées et émergentes, des études  
ont révélé des cas de pertes d'apprentissage plus  
élevés pour les filles que pour les garçons (Afrique  
du Sud et Mexique) et des taux de retour à l'école  
plus faibles pour les adolescentes (Kenya). Des  
études ont également montré que les femmes sont  
plus susceptibles de perdre leur emploi pendant la  
pandémie. Aux États-Unis, le taux d'emploi des  
mères a chuté de 7 % et leur taux de participation à  
la population active de 4 %. On a également consta-  
té des répercussions négatives sur les chercheuses,  
en particulier celles qui ont dû s'occuper d'enfants.  
Une enquête en ligne réalisée en 2020 auprès de  
170 universitaires aux États-Unis a révélé que les  
femmes consacraient 43 heures par semaine à la  
garde de leurs enfants, qu'elles déclaraient devoir  
travailler en dehors des heures de bureau et  
qu'elles étaient plus susceptibles de prendre des  
congrés payés ou non payés pour s'occuper de leurs  
enfants. Ces défis montrent à quel point il est  
important d'attirer et de retenir les femmes dans  
les domaines des STIM et qu'un changement dans  
les écosystèmes des écoles, des universités, des  
ménages et des lieux de travail est crucial.

## ACCÉDER AUX FILIÈRES SCIENTIFIQUES

Tout d'abord, supprimer les préjugés dans le  
contenu pédagogique. Ce contenu présente souvent  
des exemples masculins de professionnels tels que  
les ingénieurs et les scientifiques, tandis que les  
femmes sont plus susceptibles d'être représentées  
comme des enseignantes, des infirmières, etc.  
Comme les aspirations se forment dès le plus jeune  
âge, il est important de disposer d'une variété de  
représentations et de modèles. Les recherches sug-  
gèrent également que le fait de renforcer les pro-  
grammes d'enseignement des STIM et de les relier

à des situations du monde réel (en utilisant des  
expériences interactives, l'apprentissage par projet  
et d'autres stratégies) tend à attirer davantage les  
filles que l'utilisation de méthodes plus tradition-  
nelles.

Deuxièmement, les parents et les enseignants doi-  
vent être des alliés. Entre 8 % et 20 % des ensei-  
gnants de mathématiques en Amérique latine ont  
déclaré qu'ils pensaient que les mathématiques  
étaient plus faciles pour les garçons et les  
recherches montrent que les parents de certaines  
régions du monde préfèrent que leurs fils tra-  
vaillent dans le domaine des STIM. Il convient de  
soutenir et d'alimenter très tôt l'intérêt naturel des  
filles (au même titre que celui des garçons) pour les  
sciences à la maison et à l'école.

des adolescentes (AGILE) de la Banque mondiale,  
qui vise à améliorer les possibilités d'enseignement  
secondaire pour les filles dans les États partici-  
pants du Nigeria, proposera des formations à la cul-  
ture numérique et des incitations financières, telles  
que des bourses, afin de favoriser la poursuite et  
l'achèvement des études secondaires des filles.

Fournir un soutien en cours de route : Le mentorat,  
le développement des compétences et les possibili-  
tés de mise en réseau sont essentiels.

Au niveau de l'enseignement supérieur et au-delà,  
des mentors et des réseaux solides favorisent la  
persévérance des étudiants de premier cycle dans  
les domaines scientifiques. En outre, il est prouvé  
que les femmes qui bénéficient du soutien d'une  
personne ou d'une organisation influente dans leur  
domaine sont plus susceptibles de demander des  
augmentations de salaire (et de les obtenir) et de  
connaître des niveaux de satisfaction profession-  
nelle plus élevés. Les collègues masculins doivent  
également être des alliés, car le démantèlement des  
stéréotypes liés au genre concerne et profite à tous.  
Par exemple, les femmes ingénieurs avaient plus de  
chances d'être associées ou cadres supérieurs que  
les employés masculins lorsqu'elles étaient soute-  
nues par des mentors masculins. En outre, l'enga-  
gement d'un écosystème plus large est pertinent,  
car le secteur privé peut jouer un rôle important en  
apportant un soutien financier par le biais de  
bourses d'études, de réseaux, de subventions et  
d'autres initiatives, en proposant des formations  
axées sur les compétences numériques et d'autres  
compétences liées aux STIM, et en offrant des pos-  
sibilités de stage ciblant les filles du secondaire et  
de premier cycle d'études supérieures.

Le Project pour l'amélioration des compétences et  
de la formation (STEP) de la Banque mondiale au  
Bangladesh a investi dans 45 instituts polytech-  
niques afin d'améliorer l'inclusion des femmes et  
de fournir des compétences pertinentes pour l'in-  
dustrie. Plus de 40 000 étudiantes à faible revenu  
ont reçu des allocations et le taux d'inscription des  
femmes est passé de 5 % à 14 %. Maintenir les  
femmes dans le marché du travail en supprimant  
les obstacles sur leur chemin : Améliorer les pers-  
pectives d'emploi et les politiques de rétention. Les  
femmes scientifiques sont largement sous-représen-  
tées dans la population active, sont moins bien  
payées et ont moins de chances d'obtenir des pro-  
motions. Les start-ups dirigées par des femmes  
n'ont reçu que 2,3 % du capital-risque en 2020. Il  
est fondamental d'accroître la participation à la  
main-d'œuvre et les stratégies visant à combler  
l'écart entre les sexes comprennent la suppression  
des obstacles au recrutement des femmes (qui peu-  
vent être d'ordre juridique ou institutionnel) ; par  
exemple, dans certains pays, les femmes ne sont  
toujours pas autorisées à exercer des emplois jugés  
dangereux.

Les politiques qui encouragent le maintien dans  
l'emploi, telles que la flexibilité du travail, les  
congrés familiaux rémunérés et l'aide à la garde  
d'enfants, peuvent bénéficier à la fois aux femmes,

aux hommes et aux employeurs et sont particuliè-  
rement cruciales pendant et après la pandémie.  
Une revue de 22 études révèle un impact positif des  
services de garde d'enfants en institution (augmen-  
tation de l'accès aux soins, augmentation du  
nombre d'heures de garde ou réduction du coût des  
soins) sur la situation des mères sur le marché du  
travail dans les pays à revenu faible ou intermé-  
diaire.

## LES SCIENTIFIQUES AFRICAINES FACE AUX NOUVEAUX DÉFIS

Aujourd'hui, plus que jamais, il est essentiel d'aider  
les filles et les femmes à poursuivre leurs rêves et à  
surmonter les obstacles visibles mais aussi les plus  
subtils auxquels elles sont confrontées pour s'épa-  
nouir dans les domaines des STIM. Aujourd'hui, la  
Journée internationale des femmes scientifiques  
est commémorée afin de parvenir à un accès com-  
plet et égalitaire ainsi qu'à une participation des  
femmes et des filles à la science. Changer les men-  
talités et créer un écosystème plus favorable dans  
les foyers, les écoles, les universités et les lieux de  
travail, soutenu par des changements institution-  
nels et des politiques ciblées, est un processus com-  
plexe. Une combinaison de mesures à court et à  
long terme est nécessaire. Les sociétés ne peuvent  
pas se permettre de perdre les contributions de  
millions de filles et de femmes à l'innovation et à la  
technologie.

Vous pouvez partager un article en cliquant sur les  
icônes de partage en haut à droite de celui-ci. La  
reproduction totale ou partielle d'un article, sans  
l'autorisation écrite et préalable du Monde, est  
strictement interdite.

Selon un article publié dans le Monde, un tiers seu-  
lement des scientifiques en Afrique sont des  
femmes. Même si la parité progresse peu à peu, les  
chercheuses témoignent d'un « parcours de la comba-  
tante » pour embrasser une carrière dans la  
recherche.

« Un siècle. C'est le temps qu'il faudrait, au rythme  
actuel du développement de la recherche africaine,  
pour que les femmes scientifiques du continent  
soient à parité avec leurs homologues masculins,  
d'après la projection du rapport 2023 du Forum  
économique mondial sur les inégalités de genre  
dans le monde », souligne la même source. Si le  
Maghreb continue sa progression et que l'Afrique  
du Sud s'approche de l'égalité, depuis plusieurs  
années le nombre de chercheuses plafonne, sur le  
reste du continent, à environ un tiers, alerte l'Unes-  
co. Comme en Afrique subsaharienne, qui peine à  
faire sa révolution copernicienne avec 96 cher-  
cheurs, hommes et femmes, par million d'habitants  
en 2021 (contre 93 en 2015). A titre de compari-  
son, l'Afrique du Nord en compte 771.

"Et l'Afrique ne fait pas exception à ce que l'Unesco  
qualifie de syndrome du « tuyau percé » dans son «  
Rapport sur la science, vers 2030 » : alors que les  
femmes sont plus nombreuses que les hommes (53  
%) à obtenir un diplôme de master, elles ne sont  
plus que 43 % à se lancer dans un doctorat et à  
peine plus d'un quart (28 %) à devenir cher-  
cheuses. Pourtant, les scientifiques africaines ne  
sont pas moins au rendez-vous des énormes défis  
que traverse l'humanité. Maladies infectieuses et  
non transmissibles, pharmacologie, génétique,  
accès à l'eau, réchauffement climatique, énergies  
renouvelables, intelligence artificielle, agriculture,  
biodiversité, ingénierie, astronomie, mathéma-  
tiques, finance : on les retrouve dans les domaines  
de recherche les plus pointus. Elles représentent  
même désormais 35 % des doctorants dans les  
domaines des sciences, technologie, ingénierie et  
mathématiques (STEM)", indique enfin la même  
source.

Par Amel B. et Agences

NIGERIA

## INTRODUCTION DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE DÈS LE PRIMAIRE

En 2024, l'Etat du Niger au Nigeria s'est donné pour mission de réformer son système éducatif pour l'aligner sur les besoins de la région. Cette réforme va toucher les programmes d'enseignement et la mise à niveau des responsables du secteur.

Le gouvernement de l'Etat du Niger au Nigeria a annoncé l'introduction des programmes d'acquisition de compétences techniques et professionnelles dans les écoles primaires et secondaires. Cette nouvelle, relayée par la presse locale, a été donnée par la commissaire à l'éducation de base et secondaire de l'Etat, Hadiza Mohammed (photo), lors d'une conférence de presse.

Selon les explications de la responsable de l'éducation, tous les vendredis seront désormais réservés au programme d'acquisition de compétences dans les écoles publiques primaires et secondaires. Les élèves de ces écoles pourront, ces jours, commencer à apprendre un métier en rapport avec les besoins de l'Etat.

Hadiza Mohammad a déclaré que cette démarche s'inscrivait dans les efforts de l'Etat pour réformer son système éducatif annoncé depuis le début d'année. Ainsi, elle permettra de garantir aux élèves une meilleure insertion professionnelle. Dans le même temps qu'elle permettra à l'Etat non seulement de tenir ses objectifs de lutte contre le chômage, mais aussi de disposer d'une ressource humaine compétente prête à être investie sur les projets de développement.

Selon les autorités de l'Etat, la mesure entrera en vigueur dès le deuxième semestre. D'ici là, il faut mettre tout en œuvre pour lancer l'opération. Cette étape de préparation consistera principalement à recruter des enseignants spécialisés et recycler ceux déjà en fonction.

Le mois dernier, le ministère local de l'Education a organisé en faveur de tous les acteurs du secteur de l'éducation et spécialement des enseignants, un atelier de formation pour les mettre au niveau des attentes de la réforme engagée dont le slogan est NewNiger.

In Agence Ecofin

MAURITANIE

# 210 millions d'euros de l'UE pour la gestion de la migration

L'Union européenne a annoncé jeudi un financement de 210 millions d'euros pour aider la nation africaine côtière de la Mauritanie à lutter contre les passeurs et à empêcher les bateaux de migrants de partir pour la dangereuse traversée de l'Atlantique de l'Afrique de l'Ouest vers l'Europe.

La Mauritanie a déclaré lors d'une réunion avec des responsables européens dans sa capitale côtière de Nouakchott qu'elle avait de plus en plus de difficultés à faire face au nombre croissant de migrants et de réfugiés franchissant ses frontières alors que la sécurité dans la région du Sahel se détériore. La présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, a annoncé ce financement supplémentaire pour la migration, mais aussi pour l'aide humanitaire et la création d'emplois, lors de sa rencontre avec le président mauritanien Mohamed Ould Ghazouani et le Premier ministre espagnol Pedro Sánchez. Von der Leyen s'est exprimée devant les journalistes aux côtés de Ghazouani et de Sánchez lors d'une déclaration diffusée en direct. Bien que Ghazouani ait réaffirmé son engagement à travailler avec l'Espagne et l'UE pour empêcher les départs de migrants, il a également souligné le coût supporté par la Mauritanie. Il a déclaré que le pays accueille



déjà 150 000 réfugiés en provenance du Mali voisin et devient de plus en plus non seulement un pays de transit, mais aussi une destination pour les migrants.

La Mauritanie, l'un des pays les plus stables du Sahel, a été saluée comme un partenaire clé dans la lutte contre le terrorisme, et Von der Leyen a annoncé un financement supplémentaire de 22 millions d'euros pour un nouveau bataillon anti-ter-

roriste en Mauritanie qui patrouillera la frontière avec le Mali instable.

Les îles Canaries de l'Espagne sont devenues de plus en plus une étape pour les migrants et les réfugiés essayant de rejoindre l'Europe continentale depuis l'Afrique de l'Ouest.

La route de l'Atlantique vers l'Europe est l'une des plus meurtrières au monde, a déclaré Von der Leyen. Il n'est pas rare que des bateaux disparaissent,

certains réapparaissant parfois des mois plus tard de l'autre côté de l'océan sans survivants. Outre l'annonce de nouveaux fonds pour la migration et la sécurité, les deux dirigeants européens ont annoncé une série de projets de financement et de développement pour la production d'hydrogène vert en Mauritanie dans le cadre d'une initiative de transition énergétique de l'UE.

In Africanews

RÉUNION D'URGENCE DE LA CÉDÉAO

## Sénégal, Mali, Niger, Burkina Faso, des dossiers en débat

La Communauté économique des États d'Afrique de l'ouest (Cédéao) s'est réunie jeudi dernier en urgence pour se pencher sur la crise politique au Sénégal et les dossiers maliens, nigériens et burkinabés, trois pays qui ont récemment annoncé leur décision de se retirer des instances de l'orga-

nisation sous-régionale, ont rapporté des médias africains et français. Le Conseil de médiation et de sécurité de l'organisation ouest-africaine a annoncé que les ministres des Affaires étrangères se retrouveraient à Abuja, la capitale du Nigeria, pour "discuter des problèmes sécuri-

taires et politiques actuels de la région", rapporte la chaîne France 24 précisant que la présence du ministre sénégalais n'est pas confirmée pour le moment. Après le report de la présidentielle sénégalaise, la Cédéao a exhorté Dakar à respecter son calendrier électoral initial. Mais elle essuie de plus en plus de critiques qui remettent en cause son influence sur ses États membres, rappelle le média français. Le Sénégal traverse une crise politique aiguë déclenchée par le report de la présidentielle du 25 février par le président Macky Sall samedi, souligne France 24, ajoutant que la situation actuelle au Sénégal suscite des inquiétudes quant aux répercussions dans la région.

Dans un communiqué, la Cédéao a invité le Sénégal à "prendre de toute urgence les mesures nécessaires pour rétablir le calendrier électoral", rapporte le même média ajoutant que l'un des pouvoirs dont dispose la Cédéao est d'imposer des sanctions économiques, comme elle l'a fait à l'encontre du Mali et du Niger à la suite des récents coups d'État. Fin janvier, les deux pays ainsi que le Burkina Faso - déjà suspendus de la Cédéao - ont annoncé leur retrait de l'organisation ouest-africaine, avant de déclarer, mercredi, qu'ils entendaient partir dès maintenant et non dans un an comme le stipulent les textes de l'organisation, indique la même source.

In Agence Anadolu

TUNISIE

## Treize corps de migrants repêchés au large de Mahdia

Treize corps de migrants clandestins ont été repêchés par les unités flottantes, a indiqué, jeudi, un communiqué de la Direction générale de la garde nationale. Tous les cadavres ont été transférés à l'hôpital universitaire de Mahdia. D'après la même source, l'embarcation de fortune avait pris le large, le 4 février courant, depuis les côtes de

Jebeniana (Sfax), avant de couler à l'est de Chebba, une ville de la province côtière de Mahdia. A bord de cette embarcation se trouvaient 29 migrants irréguliers. Deux migrants subsahariens ont été secourus par un bateau de pêche, apprend-on de même source.

In Agence

BURKINA FASO

## Un projet de 1,5 million \$ pour le développement des engrais

En Afrique subsaharienne, l'utilisation des engrais reste à un niveau encore relativement bas par rapport au reste du monde et il constitue un des principaux facteurs qui limitent la production agricole. Au Burkina Faso, le Centre international pour le développement des engrais (IFDC) a lancé le 7 février, un projet visant à améliorer l'accès et l'utilisation d'engrais par les

petits exploitants agricoles. D'un coût total de 1,46 million \$, il est financé par l'initiative « Sustain Africa » mise en œuvre par le Partenariat africain pour les engrais et l'agroindustrie (AFAP). À travers ce projet, l'IFDC prévoit d'ici mai prochain, de rendre disponibles 20 000 tonnes d'engrais au profit de 100 000 petits producteurs ainsi que 70 grossistes et

détaillants. Selon les informations relayées par le quotidien local Lefaso.net cette opération sera réalisée avec la collaboration du ministère de l'Agriculture, de la Société d'exploitation des phosphates du Burkina (SEPB) ou encore de l'Association des grossistes détaillants des intrants agricoles au Burkina Faso (AGRODIA). « Les engrais seront vendus à prix

réduit en tenant compte des charges de production et de l'implication des différents acteurs. C'est une intervention très rapide pour une fourniture d'engrais dans un délai très limité pour pouvoir atteindre les producteurs », souligne Bocar Diagana, directeur du département Impact de l'IFDC. D'après le responsable, les interventions seront menées à travers 8

régions du pays notamment les Cascades, les Hauts-Bassins, la Boucle du Mouhoun, le Centre-ouest, le Sud-ouest, le Centre, le Centre-Sud et le Plateau-central. Au Burkina Faso, l'utilisation apparente d'engrais était évaluée à plus de 234 000 tonnes en 2022, d'après les données compilées sur la plateforme Africa Fertilizer Watch.

In Agence Ecofin

LIGUE 1 : 16<sup>E</sup> JOURNÉE

# L'ES Sétif sur le podium

**Ce positionnement provisoire fait suite à sa victoire sur l'USM Khenchela. Le MC Oran est le grand perdant de cette journée du vendredi avec ce nul contre l'ASO Chlef qui le maintient en bas du classement.**



L'Entente de Sétif a difficilement dominé l'USM Khenchela (2-1), en match disputé vendredi au stade du 8-Mai 1945, alors que le MC Oran a concédé un nul au goût de défaite face à l'ASO Chlef (1-1), pour le compte de la 16e journée de Ligue 1 Mobilis, devant se poursuivre samedi et dimanche. L'USMK s'est retrouvée en infériorité numérique après 31 minutes de jeu, suite à l'expulsion du défenseur Oussama Kaddour. Malgré cela, elle n'a que chèrement vendu sa peau, puisque l'"Aigle Noir" a souffert le martyr pour l'emporter difficilement (2-1). En effet, après l'ouverture du score par Ammar Oukil (6e), les visiteurs ont fait preuve d'une grande rigueur sur le plan défensif, bloquant toutes les issues devant les Sétifiens. Ces derniers ont d'ailleurs dû attendre la 79e minute pour doubler la mise, grâce à un penalty transformé par AymenLahemri (2-0). Même réduite à dix, l'USMK n'a rien lâché dans ce match et a continué à jouer ses chances à fond, jusqu'à obtenir un pénalty à la 83e, transformé dans la foulée par Sameur. Une réduction du

score ayant relancé le suspense pendant les dix minutes restantes (temps additionnel inclus), car l'ESS n'était plus à l'abri d'une égalisation, terminant carrément avec la peur au ventre. Une importante victoire cependant pour le club phare des Hauts-Plateaux, car elle le propulse provisoirement sur la troisième marche du podium avec 27 points, au moment où son adversaire du jour reste scotché à la septième

place, avec 23 unités. De son côté, le MC Oran avait relativement bien démarré son match, en ouvrant le score juste avant la pause par l'intermédiaire de la recrue hivernale Walid Ardji (ex-CS Constantine) (45e+1). Mais à force d'insister, les Chélifiens ont réussi à arracher l'égalisation par le Togolais Agbagnou (69e), avant de conserver leur acquis jusqu'au coup de sifflet final (1-1). Une bien mauvaise affaire pour le club d'El-

Hamri, qui a laissé filer deux précieux points, alors qu'il est sérieusement menacé de relégation. Il reste d'ailleurs avant-dernier au classement général, avec dix points, alors que l'ASO se maintient au 13e rang, avec 17 unités. Les péripéties de cette 16e journée se poursuivront samedi et dimanche, avec à l'affiche un intéressant derby algérois, entre l'USM Alger et le Paradou AC, dimanche au stade du 5-juillet (16h00).

## Vendredi 9 fév2024 :

MC Oran - ASO Chlef 1-1  
ES Sétif - USM Khenchela 2-1

## Samedi 10 février :

IS Kabylie - NC Magra (16h00)  
US Biskra - IS Saoura (16h00)  
CS Constantine - MC El Bavadh (16h00)  
CR Belouizdad - US Souf (18h00)

## Dimanche 11 février :

USM Alger - Paradou AC (18h00)

## Reporté à une date ultérieure :

ES Ben Aknoun - MC Alger

Classement	Pts	J
1). MC Alger	36	15
2). CR Belouizdad	28	15

3). ES Sétif	27	16
4). Paradou AC	26	15
--). USM Alger	26	15
6). CS Constantine	24	15
7). USM Khenchela	23	16
8). IS Kabylie	22	15
--). IS Saoura	22	15
10). MC El Bavadh	21	15
--). US Biskra	21	15
12). NC Magra	17	15
--). ASO Chlef	17	16
14). ES Ben Aknoun	10	15
--). MC Oran	10	16
16). US Souf	04	15

R.S.

CAN 2024 (QUALIFICATIONS/ RETOUR) ALGÉRIE-LIBYE :

## La victoire de l'EN qualifie les Verts à la phase finale

L'équipe algérienne de futsal affrontera son homologue libyen, samedi à la Coupole du complexe olympique Mohamed-Boudiaf d'Alger (19h00), avec l'intention de valider son billet à la 7e édition de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2024. Ceci à l'occasion de la seconde manche des qualifications. Ayant réussi l'exploit de tenir en échec la Libye lors du match aller, disputé samedi dernier à la salle des jeux sportifs à Misrata (4-4), l'équipe

algérienne aura à cœur de terminer le travail en venant à bout d'une redoutable équipe libyenne, championne d'Afrique en 2008 et 4e de la dernière édition en 2020. La mission des joueurs de Noureddine Benamrouche s'annonce certes difficile mais pas impossible, au vu des bonnes dispositions affichées par les coéquipiers d'AbdelhakDjabrani lors du match aller face à l'une des meilleures équipes du continent. Sur le plan de

l'effectif, le coach national pourra compter sur l'ensemble des joueurs à l'exception de l'attaquant de Marcouville Futsal (France) Skander Si Chaïb, forfait pour blessure. De son côté, la sélection libyenne a rallié jeudi Alger, en vue de ce match décisif. La délégation, conduite par Adel Ali Ahmed Alwajali, membre du bureau exécutif de la Fédération libyenne de football (LFF), est composée de 31 membres, dont 16 joueurs. Pour rappel,

l'Algérie ne s'est jamais qualifiée à une phase finale de la CAN de futsal, alors que la Libye est un habitué pour avoir pris à part à quatre éditions (2000, 2008, 2016, et 2020) sur six disputées jusque-là. Un total de 13 nations s'est engagé lors des qualifications de la CAN-2024. Le tournoi devait se dérouler au Mozambique, mais ce pays a fini par se désister. Huit (8 e) équipes disputent un tour à élimination directe sous le format "aller et retour" pour

déterminer les 4 nations qui rejoindront, l'Egypte, le Maroc et l'Angola à la phase finale de la CAN 2024. La Mauritanie s'est qualifiée directement pour la phase finale après la décision prise par la Confédération africaine de football (CAF) d'empêcher la participation du Cameroun en raison de sa violation du règlement de la CAF pour ledit tournoi. Programme des matchs retour prévus vendredi et samedi.

APS

MONDIAL FÉMININ 2024 (U17):

## Qualification des Algériennes au dernier tour

La sélection féminine algérienne de football des moins de 17 ans (U17) a réussi, vendredi au stade du 5 juillet (Alger), à ce qualifier au 3e et dernier tour des éliminatoires de la Coupe du monde 2024, aux dépens du Bénin aux tirs au but (9-8), à l'issue du temps réglementaire du match (2-0). Au match aller joué à Cotonou, dimanche dernier, les Algériennes avaient été battues sur le même score de 2 à 0. Face à un adversaire béninois, possédant plus d'expérience dans ce genre de rendez-vous, les coéquipières de ZazaRebbahi ont été les premières à sonner

l'alerte dans le camp adverse, par cette même joueuse qui a failli ouvrir le score à la 8e minute d'une balle arrêtée, si ce n'est l'intervention d'une défense regroupée des béninoises autour de leur gardienne. La réaction des visiteuses est intervenue par l'intermédiaire de la plus dangereuse joueuse Germaine Honfou qui a essayé de trouver la faille dans le camp algérien, si ce n'était l'intervention héroïque et à chaque fois de la gardienne Lina Gherci, sauvant son équipe (19e, 30e et 39e). Néanmoins, les protégées de l'entraîneuse WahibaRehal pouvaient

trouver le chemin des filets par l'attaquante DjenetteZehwel qui après avoir éliminé la gardienne, a vu son tir frôlant le poteau gauche. Au retour des vestiaires, et sentant que la qualification pouvait leur échapper à tout moment, les coéquipières de la gardienne Gherci, sociétaire de l'AC Monaco (France), ont intensifié leurs offensives pour parvenir à ouvrir le score à la 64e minute, par l'entremise de Noura Ait El Kadi, profitant d'une balle qui a rebondi sur la transversale pour la transformer en but (1-0). Dix minutes plus tard, c'est sa coéquipière de

AfakRelizane, ZazaRebbahi qui double la mise d'une tête dans la surface de réparation (2-0), permettant à l'équipe de remonter le retard accusé lors du match aller (2-2). Avec ce nul (sur les deux matchs), les deux équipes procédèrent à la série de tirs aux buts qui ont permis aux Algériennes de se qualifier (9-8), au 3e et dernier tour. Le match aller du dernier tour aura lieu en déplacement (10-12 mai 2024), alors que la seconde manche se jouera à domicile entre le 17 et 19 mai 2024.

APS

IL Y A 29 ANS DISPARAISAIT L'AUTEUR DE « TOMBEZA »

# Qui se souvient de Rachid Mimouni ?

Dans deux jours, la ville de Boudouaou, à Boumerdès, aura rendez-vous avec la commémoration du 29<sup>e</sup> anniversaire de la mort de son écrivain, le romancier Rachid Mimouni, un immense écrivain qui s'est retrouvé à choisir entre l'exil ou la mort au début de la décennie sanglante qui a secoué le pays dans les années 1990.



L'histoire de la vie de Rachid Mimouni (1945-1995) est un exemple de la souffrance des écrivains et auteurs algériens au cours des années 90, lorsque des menaces de mort ont contraint plus d'un à quitter le pays. Au cours d'une carrière littéraire courte mais bien remplie, Mimouni a écrit des textes narratifs traduisant ses positions audacieuses sur des questions politiques et sociales qui reflètent les préoccupations de l'Algérien depuis l'indépendance du pays jusqu'aux années 1990. L'une de ses œuvres les plus célèbres est le roman « Le Fleuve détourné » (1984), qui dessine l'état de tension politique et sociale que connaît l'Algérie avant le soulèvement d'octobre 1988, lorsque les Algériens se révoltent pour protester contre la détérioration de leurs conditions de vie et exigent des réformes politiques et sociales.

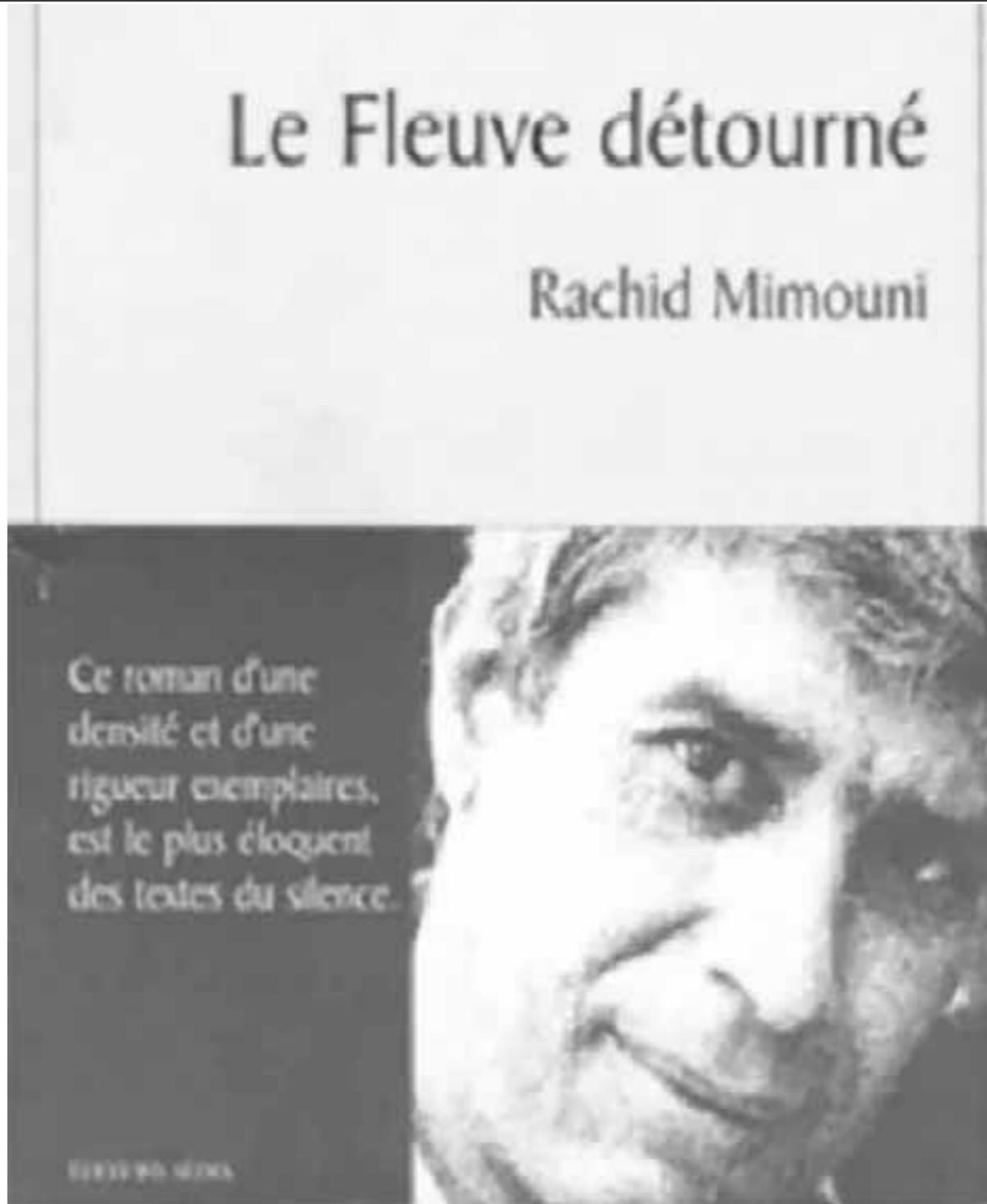
En 1992, il publie le livre « De la barbarie en général au fondamentalisme en particulier », dans lequel il aborde le phénomène de l'extrémisme religieux. Au cours de cette période, des écrivains et des intellectuels ont été victimes d'attaques de groupes armés.

En 1993, il publie son roman « La Malédiction » (Prix de la Liberté littéraire 1994), dont les chapitres sont tirés d'événements réels évoquant l'histoire d'hommes armés s'emparant d'un hôpital de la capitale en 1991. Ce roman est à l'origine de la menace d'assassinat contre sa fille, ce qui l'a alors obligé à faire ses valises et à choisir l'exil.

## ŒUVRES PRINCIPALES

1978 : *Le printemps n'en sera que plus beau*, SNED  
 1982 : *Le Fleuve détourné*, Stock  
 1983 : *Une paix à vivre*, ENAL  
 1984 : *Tombéza*, Stock  
 1989 : *L'Honneur de la tribu*, Stock  
 1990 : *La Ceinture de l'ogresse*, Stock - Prix de la nouvelle de l'Académie Française  
 1991 : *Une peine à vivre*, Stock  
 1992 : *De la barbarie en général et de l'intégrisme en particulier*, Le Pré au clercs  
 1993 : *La Malédiction*, Stock

I.Med Amine



L'AMOUR, LA MORT, LE FONDAMENTALISME ET L'ESPOIR TISSENT LA TOILE DE FOND DE SES NARRATIONS

## Un écrivain bien trempé

Bien que de formation commerciale, sa vocation est littéraire. Mimouni est très tôt attiré par la lecture et l'écriture. Son premier roman «Le printemps» n'en sera que plus beau où se mêlent l'amour et la guerre. C'est l'histoire de deux jeunes Algériens, Hamid et Djamil, écrasés par la machine infernale de la guerre, qui sacrifient leur vie et leur amour pour l'Algérie.

Mimouni fait de son enfance difficile un thème et de la guerre d'Algérie (1954/1962) un repère pour ses chefs-d'œuvre, où il traite de beaucoup de sujets, notamment : la bureaucratie, l'amour, la sexualité, l'intégrisme, la dictature, la révolution.

Dans ses pages, Rachid Mimouni montre la réalité amère des Algériens et leur quotidien médiocre : harcèlements, intimidations, oppressions, provocations, etc. Il dépeint le tableau d'une Algérie à l'agonie, et une jeunesse prison-

nière de dogmes révolus.

Le style d'écriture de Mimouni, le plus souvent réaliste, comporte aussi des passages surréalistes. Les personnages de Mimouni font, généralement, la navette entre le passé et le présent. Les critiques littéraires ont appelé son style « va-et-vient » qui ressemble à l'écriture aux spirales de Kateb Yacine.

La montée de l'intégrisme en Algérie l'a profondément déçu tout autant que l'as-

sassinat de l'intelligentsia algérienne. La mort de Tahar Djaout, son ami de longue date, l'anéantit, il lui dédie son roman «La Malédiction en ces termes» : « À la mémoire de mon ami, l'écrivain Tahar Djaout, assassiné par un marchand de bonbons sur l'ordre d'un ancien tôlier ». Rachid Mimouni est lauréat de plusieurs prix littéraires : le Prix de l'amitié franco-arabe 1990, le Prix de la critique littéraire

1990, le Prix de la liberté littéraire 1994 et d'autres encore. Depuis sa mort, chaque année, une rencontre littéraire réunit des libraires, des éditeurs et des écrivains pour des expositions, des rencontres, et des tables rondes. À son issue « le prix Rachid-Mimouni » est décerné à l'écrivain qui s'est le plus distingué.

I.M.

## Bio-express de Mimouni

Mohamed Mimouni, dit Rachid Mimouni, né le 20 novembre 1945 à Alma, Boudouaou, et mort le 12 février 1995 à Paris d'une hépatite aiguë, était un des auteurs de romans les plus doués de sa génération. Rachid Mimouni naît à Boudouaou, à 30 km à l'est d'Alger. Il est issu d'une famille paysanne pauvre. Malgré son enfance malade (douleurs aux articulations), il réussit ses études et accède au cycle

supérieur. Étudiant à Alger, il obtient sa licence en sciences commerciales en 1968. Après un bref passage par le monde professionnel (assistant de recherche), Mimouni part au Canada finir ses études, à l'École des hautes études commerciales de Montréal. Il étudie les sciences à l'Université d'Alger avant d'enseigner à l'École supérieure de commerce d'Alger. À partir de 1976, il enseigne à l'INPED

(Boumerdès), puis ensuite à l'École supérieure de commerce à Alger, dans les années 1990. Rachid Mimouni a été membre du Conseil national de la culture, président de la Fondation Kateb-Yacine, président de l'Avance sur recettes et vice-président d'Amnesty International. Rachid Mimouni meurt à quarante-neuf ans, d'une hépatite, dans sa chambre d'hôpital, le 12 février 1995, à Paris.

**REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE**

**MINISTRE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DE LA VILLE**  
**OFFICE DE PROMOTION ET DE GESTION IMMOBILIERE**  
**TIZI-OUZOU**

**Siège social avenue ABANE Ramdane Tizi-Ouzou**  
- NIF : 001215004877603  
- NIS : 099.115.019.240.819  
- Code d'activité : 858

**AVIS D'INFRUCTUOSITE**

Conformément aux dispositions des articles 65 et 82 du décret présidentiel n° 15-247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, l'Office de Promotion et de Gestion Immobilière (OPGI) de Tizi-Ouzou, informe l'ensemble des soumissionnaires ayant participé à l'avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales N° 23/2023 paru dans les quotidiens nationaux :

- L'express du 31/12/2023
- El Moustakbale du 31/12/2023
- BOMOP n°1896 semaine du 07 au 13/01/2024

Relatif à la réalisation des travaux en TCE avec VRD avec ou sans commerces des projets clés ci-dessous

Qu'à l'issue de l'ouverture des plis et l'évaluation des offres, les résultats obtenus sont comme suit :

N°	projet	Obs
01	RAR 49 logements publics sociaux localités à TIZI GHENIFF, programme RPHP 2009	offre onéreuse
02	RAR 40/80 logements publics localités à AIT TOUDERT (LOT N°01), programme 2010-2014, tranche 2011	offre onéreuse

**N.B :** Les soumissionnaires sont invités s'ils le souhaitent à se rapprocher des services de l'office de Promotion et de Gestion Immobilière de Tizi-Ouzou, sise à Rue ABANE Ramdane Tizi-Ouzou, dans un délai de trois (03) jours à compter du premier jour de la publication du présent avis dans le BOMOP ou dans l'un des quotidiens nationaux pour prendre connaissance des résultats détaillés de l'évaluation de leurs offres techniques et financières.

Tout soumissionnaire contestant les résultats, peut introduire un recours auprès de la Commission Sectorielle des Marchés du Ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville dans un délai de dix (10) jours à compter de la première parution du présent avis dans le BOMOP ou dans l'un des quotidiens nationaux.

Pour le reste des projets les résultats seront publiés ultérieurement.

L'EXPRESS DU 11/02/2024 ANEP : N° 2416003863

**REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE**

**WILAYA D'ILLIZI**  
**DAIRA IN AMENAS**  
**COMMUNE IN AMENAS**  
Instituée de l'habitat, Adresseur de l'enseignement urbain du corridor d'un hôpital de 60 lits jusqu'à 16 logements (étirés ou lots)

**AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES**  
N° : 02 / 2024

La Commune de IN AMENAS Wilaya de ILLIZI lance un avis d'appel d'offres national avec exigence de capacités minimales pour la réalisation des travaux de :

- \* Adresseur de l'enseignement urbain du corridor d'un hôpital de 60 lits jusqu'à 16 logements (étirés ou lots) Lots 01 et 02

Seules les entreprises qualifiées de catégorie deux (02) et plus, activité principale et secondaire bâtiment et Travaux publics, relatives à la date d'ouverture des offres, pourront retirer le cahier des charges auprès de la Commune de IN AMENAS - contre paiement d'un montant de deux Mille dinars (2.000,00 DA) libellé au nom de Mr. le maire communal de IN AMENAS. Et Chaque entreprise adhérente a le droit de bénéficier d'une seule lot.

Les offres comportent une offre technique, offre financière, et un dossier de candidature accompagné des pièces nécessaires. Les soumissionnaires doivent adresser et/ou déposer leurs offres auprès de la commune de IN AMENAS.

Dans une enveloppe cachetée et anonyme contient trois (03) enveloppes séparées et cachetées (dossier de candidature, offre technique, offre financière) l'enveloppe extérieure strictement anonyme devra porter l'adresse ci-dessus les seules mentions suivantes :

Monsieur le président de l'assemblée populaire de la commune IN AMENAS - wilaya d'ILLIZI.

appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales N° .....02...../2024

- \* Soumission pour : Adresseur de l'enseignement urbain du corridor d'un hôpital de 60 lits jusqu'à 16 logements (étirés ou lots) Lots 01 et 02

à ouvrir que par la Commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres

Documents reçus : 1 / dossier candidature

- déclaration de candidature remplie, signée et cachetée.
- déclaration de probité remplie, signée et cachetée.
- les statuts pour les sociétés
- les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise.
- tout document permettant d'évaluer les capacités des candidats, des soumissionnaires, ou le cas échéant des sous-traitants.

**2. A capacités professionnelles :**

- Certificat de qualification et de classification catégorie deux (02) et plus, activité principale et secondaire ou bâtiment et travaux publics en cours de validité

**3. B capacités financières :** Moyens financiers justifiés par les bilans et les références bancaires.

**C) Capacité Technique :** Bilan annuel des trois (03) dernières années (-2021-2022-2023)

- Une liste détaillée des moyens humains justifiés par l'attribution d'affiliations à la CNAS, Diplôme pour chaque élément
- Une liste détaillée des matériels accompagnés des pièces justificatives (carte grise, PV buxard de justice) dans le délai ne dépassant pas un an pour le matériel non rouler

**- Références professionnelles :** certificats de bonne exécution des travaux signés par le maître d'ouvrage accompagné des pièces justificatives. Ne sont pris en considération que les projets dont l'année de réalisation est inférieure ou égale à 10 ans

Remarque: Tous les pièces doivent être valides le jour d'ouverture des plis techniques et financiers et lorsque le service contractuel est tenu d'exiger des documents originaux, il se doit l'exiger que l'attribuaire du marché public.

**2.1 - offre technique :**

- tout document permettant d'évaluer l'offre technique : un mémoire technique justificatif et tout autre document exigé en application des dispositions de l'article 78 du décret 15-247 du 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public.
- le cahier des charges rempli cacheté et signé portant à la dernière page, la mention manuscrite "lu et accepté"
- planning de réalisation cacheté et signé

**2.2 - offre financière :**

- la lettre de soumission remplie cacheté et signé.
- le bordereau des prix unitaires (BPU) rempli cacheté et signé.
- le détail quantitatif et estimatif (DQE) rempli cacheté et signé.

Les documents justificatifs les formations contenues dans la déclaration de candidature sont exigés uniquement de l'attribuaire du marché public, qui doit les fournir dans un délai maximum de quinze jours (15) jours à compter de la date de sa tenue. Les documents sont :

- écrit de référence signé ou avec planning de paiement
- Attestation de mise à jour CNAS, CASNOS, CACOBAPH en cours de validité

-cahier judiciaire du gérant en cours de validité

- registre de commerce de l'entreprise
- matricule fiscale NIF
- Un document attestant du dépôt légal au compte de la société, pour les établissements concernés.

**N.B**

Les candidats ou soumissionnaires à compléter leurs offres techniques par écrit, par le biais du service contractuel, dans un délai maximum de dix (10) jours à compter de la date d'ouverture des plis, sous peine de rejet de leurs offres, par les documents manquants ou incomplets exigés, à l'exception du mémoire technique justificatif. En tout état de cause, sont exclus de la demande de soumission tous les documents émanant des soumissionnaires qui servent à l'évaluation des offres ; Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant la durée de préparation des offres augmentée de 03 mois à compter de la date de dépôt des offres.

Le dépôt des offres est fixé le dernier jour de la date de préparation des offres qui est fixé à 15 jours à partir de la première parution de l'appel d'offre dans les quotidiens nationaux ou le BOMOP, avant 15h00, et la date coïncide avec un jour férié national s'efface le jour ouvrable qui suit. L'ouverture des plis aura lieu à 15h00 du même jour au siège de l'APC de IN AMENAS Wilaya d' ILLIZI. Les soumissionnaires sont invités à assister à l'ouverture qui se déroulera au siège de la commune IN AMENAS, à partir 15.00h le jour de dépôt des offres. Au cas où il s'agit d'une journée fériée, l'ouverture des plis s'effectuera le premier jour ouvrable suivant.

L'EXPRESS DU 11/02/2024 ANEP : N° 2416004015

**REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE**  
**MINISTRE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DE LA VILLE**  
**DIRECTION DES EQUIPEMENTS PUBLICS WILAYA DE BENI ABBES**  
**IDENTIFICATION FISCALE N° : 4232460005232**

**AVIS DE CONCOURS NATIONAL D'ARCHITECTURE RESTREINT N°.....02...../2024**

La Direction des Equipements Publics de la Wilaya de Beni Abbes lance un avis de concours national d'architecture restreint portant sur :

**Etude et suivi Pour la réalisation d'une Polyclinique Au niveau du site de 231 logements Karzaz Kaar commune de KARZAZ, Wilaya de BENI ABBES (Lots d'habitat intégrés 2024)**

Ne sont éligibles au présent avis de concours que les architectes et bureaux d'études nationaux ou groupement de bureaux d'études, inscrits dans le tableau national de l'ordre des architectes et en possession d'un agrément en cours de validité, justifiant des capacités techniques, professionnelles et financières suivantes :

**A. Capacité professionnelle :**

- Pour les bureaux d'études privés agréés ou architecte agréé, justifiant :
  - De l'agrément de l'ordre en cours ;
  - Et d'un protocole d'accord en cas de groupement et/ou statut en cas de société (SCP).
- Pour les bureaux d'études publics, justifiant :
  - De statut d'entreprise public économique (EPE)

**B. Capacité financière :**

Ayant réalisé un minimum de chiffre d'affaire annuel moyen durant les trois dernières années (2020 - 2021 - 2022) supérieur ou égale à : 4 000 000,00 DA.

Les bilans des Trois années dernières années (2020 - 2021 - 2022) visés par les services des impôts pour les personnes morales ou par un comptable agréé pour les personnes physiques.

**C. Capacité technique :**

**Références professionnelles :**

- Avoir assuré la maîtrise d'œuvre d'un projet de catégorie C ou plus, ou 02 projets de catégorie B., et en adoptant, si nécessaire, les équivalences (projets de logements/projet d'équipement).

**N.B :** Les attestations de bonne exécution délivrées par des Maîtres d'ouvrage Privé doivent être justifiées par un procès-verbal de réception des études, copie de permis de construire ou bordereau de dépôt de dossier de permis de construire au niveau des APC et comportant les informations suivantes : intitulé du projet, L'objet du projet relatif à l'étude et suivi d'un projet en TCE, ODS de démarrage des prestations, Le montant du marché et ses avenants Référence du marché, Date du PV de réception provision, Catégorie du projet.

Disposant d'un minimum de personnel, justifié par les CV, les diplômes, l'état nominatif CNAS et les certificats ou attestations de travail pour :

- Un (01) chef de projet : Architecte ou ingénieur en génie civil ou Master en bâtiment ayant une expérience minimum de 04 ans.
- Un (01) technicien supérieur ou licencié dans les métiers du bâtiment justifiant d'une expérience minimale de (03) trois ans.

L'architecte agréé ou le mandataire en cas de groupement ne peut pas faire partie de l'équipe permanente, il sera sujet à notation lors de l'évaluation de l'offre technique.

**Les Moyens Humains utilisés dans l'éligibilité ne seront pas pris en considération dans l'évaluation technique**

Les candidats intéressés par le présent avis de concours peuvent retirer les cahiers des charges auprès de la Direction des Equipements Publics de la Wilaya de Beni Abbes via Rue Elmoudjahid Lamouch Babou Beni Abbes.

Le cahier des charges doit être retiré par le soumissionnaire ou son représentant dûment désigné, dans le cas de groupement, le cahier de charges doit être retiré par le mandataire ou son représentant dûment désigné.

Les candidats procéderont **ensemblement au dépôt des offres de candidature**

Le pli de dossier de candidature doit être inséré dans une enveloppe fermée anonyme ne comportant que les mentions suivantes :

à Madame la Direction des Equipements Publics De la Wilaya de Beni Abbes  
« Concours National D'Architecture N°...../...../2024 »  
Intitulé du Projet

à ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres

La durée de préparation des offres est à Dix (10) jours à compter de la date de la première parution du présent avis de concours dans le BOMOP ou l'un des quotidiens nationaux.

La date de dépôt des offres est fixée au dernier jour de la durée de préparation des offres à 11h00, cette date est reportée au premier jour ouvrable, dans le cas où le jour de dépôt des offres coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal.

Les soumissionnaires sont invités à assister à la séance d'ouverture des plis de candidature à une seule séance publique, qui se fera le jour correspondant au dernier jour de la durée de préparation des offres à 11h15 au siège de la Direction des Equipements Publics de la Wilaya de Beni Abbes. Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, l'ouverture des plis sera reportée au jour ouvrable suivant à la même heure 11h15.

L'EXPRESS DU 11/02/2024 ANEP : N° 2416004022

**REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE**  
**WILAYA DE BOUIRA**  
**DIRECTION DE LA FORMATION ET DE L'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNELS**  
**NIF: 099010019005046**  
**AVIS D'APPEL D'OFFRE NATIONAL OUVERT N° 03/2024**

**Intitulé: Etude, réalisation et équipement mobilier scolaire, services communs et parc auto d'un institut national spécialisé de formation professionnelle (INSFP) 500 PE/120 Lits à Aie Bessem**

La Direction de la Formation et de l'enseignement Professionnels de la wilaya de Bouira lance un avis d'appel d'offre national ouvert pour acquisition parc automobile au profit de l'INSFP Ain Bessem - en lots 0 après :

- \*Lot n° 11: Acquisition de véhicules de service
- \*Lot N°14: Acquisition d'un Bus
- \*Lot n° 15 : Acquisition d'un Camion

Les fournisseurs intéressés par le présent avis et ayant la qualité de fabricant, importateur ou distributeur en gros ou détaill concessionnaire ou revendeur, peuvent soumissionner en retirant le cahier des charges, auprès de la direction de la formation et de l'enseignement professionnels de la wilaya de Bouira sise à Drais El Bordj Bouira, sans paiement (tel : 026 73 21 52/ 026 73 21 57).

Le cahier des charges est constitué de :

**1- Le dossier de candidature contient :**

- une déclaration de candidature;
- une déclaration de probité;
- les statuts pour les sociétés;
- les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise;
- tout document permettant d'évaluer les capacités des candidats, des soumissionnaires ou, le cas échéant, des sous-traitants:
  1. Capacités professionnelles: certificat de qualité
  2. Capacités financières: moyens financiers justifiés par les bilans et les références bancaires.
  3. Capacités techniques: moyens humains et matériels.

**2- L'offre technique contient :**

- une déclaration à soumettre;
- tout document permettant d'évaluer l'offre technique: un mémoire technique justificatif (moyen matériel, moyen humain, service après vente, délai de garantie, délai de livraison) et tout autre document exigé en application des dispositions de l'article 78 du décret présidentiel N°15/247 du 16/09/2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public;
- le cahier des charges portant à la dernière page, la mention manuscrite "lu et accepté".

**3- L'offre financière contient :**

- la lettre de soumission;
- le bordereau des prix unitaires (BPU);
- le détail quantitatif et estimatif (DQE);

**N.B; Le cahier des charges doit porter à la dernière page la mention manuscrite "lu et accepté"**

- Les soumissionnaires peuvent soumissionner pour un ou plusieurs lots et peuvent être retenus pour plusieurs lots.

Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offre ainsi que la mention « dossier de candidature », « offre technique » et « offre financière », auxquelles sera jointe une enveloppe comportant « fiches technique et catalogue anonymes » (ne portant aucun signe ou mention identifiant l'établissement du soumissionnaire) . Ces enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant le mot "à ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres "avis d'appel d'offre national ouvert N°03/2024 : Acquisition parc automobile au profit de l'INSFP à Ain Bessem : LOT N°..... et adressée à Monsieur le Directeur de la Formation et de l'Enseignement Professionnels de la wilaya de Bouira Drais El Bordj Bouira.

La date de dépôt des offres est fixée au 15<sup>ème</sup> jour calendrier à compter de la première parution du présent avis dans les quotidiens nationaux et BOMOP à 12h00 les soumissionnaires sont invités à assister à la séance d'ouverture des plis.

Cette date est tacitement reportée au 1<sup>er</sup> jour ouvrable au cas où elle coïnciderait avec des jours fériés et repos hebdomadaires légaux (vendredi/samedi).

La séance d'ouverture des plis est publique et aura lieu le jour de dépôt des offres à 13h00.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une période égale au délai de préparation des offres augmenté de trois (03) mois à compter de la date de dépôt des offres et un (01) mois supplémentaire systématiquement à l'attribuaire du marché .

L'EXPRESS DU 11/02/2024 ANEP : N° 2416003975

VISION PRO

## Le casque de réalité virtuelle d'Apple à 3 500 dollars

C'est le premier nouveau produit majeur de la marque à la pomme depuis l'arrivée de la montre connectée Apple Watch il y a neuf ans. «J'ai hâte de l'essayer», déclare avec un grand sourire Jose Carlos. «Je vais m'en servir pour travailler et aussi en voyage.» «C'est cher, mais je suis prêt à payer le prix pour être parmi les premiers et pour tester des idées d'applications que j'ai en tête», ajoute ce jeune ingénieur de la plateforme Uber. «Le Vision Pro est un appareil révolutionnaire (...) avec des années d'avance» sur ses concurrents, a assuré Tim Cook, le patron d'Apple. Les lunettes à réalité augmentée et les casques de réalité virtuelle ou mixte ne sont pourtant pas nouveaux. Meta (Facebook, Instagram), rival d'Apple dans la Silicon Valley, a ainsi largement contribué à faire émerger ce marché avec ses casques Quest et ses lunettes Ray-Ban connectées. Mark Zuckerberg, le dirigeant du groupe, pense que le «métavers», un univers où se mélangent nos environnements physique et numérique, sera l'avenir d'internet. Mais de



nombreuses entreprises, experts et particuliers attendaient avec impatience le premier appareil d'Apple. L'entreprise a la réputation de ne lancer que des produits très perfectionnés, qui donnent le «la» à l'industrie. Tim Cook est venu vendredi dernier au

magasin Apple de la Cinquième Avenue à New York pour saluer les premiers clients, sous les applaudissements du personnel. «C'est la technologie de demain, aujourd'hui», a-t-il dit à la chaîne ABC News. «Nous pensons que nous avons fixé le prix à sa juste valeur pour l'instant.» Les premières critiques sont mitigées. C'est un «produit impressionnant, qui a nécessité de nombreuses années de travail et des milliards de dollars d'investissement», mais «même après l'avoir essayé, je n'ai toujours aucune idée de qui va s'en servir et pour quoi faire», a écrit le New York Times. Les testeurs se disent fascinés par la qualité de l'image et la facilité d'utilisation : il suffit de fixer des yeux une application et de taper des doigts pour l'ouvrir ou la fermer. Mais ils s'agacent que la batterie soit encombrante et se moquent des «personas», ces étranges avatars au rendu photoréaliste qui représentent les utilisateurs lors de visioconférences.

«Le casque a les caractéristiques typiques d'un produit de première génération : il est lourd, la batterie s'épuise rapidement et... aïe les personas !», a résumé Joanna Stern, journaliste du Wall Street Journal. «Mais sans ces défauts, on peut imaginer qu'il sera plus agréable de porter ce casque que de tenir un téléphone devant son visage», a-t-elle précisé. «Et pour travailler et regarder des films, c'est vraiment pas mal.» Le fabricant de l'iPhone présente le casque comme sa première incursion dans le domaine du «spatial computing» ou «informatique spa-

tiale». Il permet de disposer des écrans virtuels de différentes tailles autour de soi, pour travailler, discuter avec des amis ou regarder des vidéos.

Critiqué pour le manque d'applications disponibles sur le Vision Pro - leur nombre était récemment évalué à 150 -, Apple a mis les bouchées doubles et annoncé qu'il en comptait maintenant plus de 600. «Ces applications incroyables vont changer notre façon de vivre le divertissement, la musique et les jeux», a promis Susan Prescott, vice-présidente d'Apple chargée des relations avec les développeurs au niveau mondial. Des plateformes très populaires, comme Netflix ou YouTube, ont choisi de ne pas concevoir d'applications ad hoc pour le Vision Pro pour le moment, contrairement à Disney, qui doit fournir 150 films en 3D dès le lancement. Le Vision Pro peut être testé sur rendez-vous dans les magasins Apple aux États-Unis, pour aider les consommateurs à prendre en main le nouvel objet. Les analystes de Wedbush Securities s'attendent à ce que la firme à la pomme vende environ 600 000 unités cette année. «Ce n'est que le début pour Vision Pro», estime Dan Ives, l'un des experts de ce cabinet d'études. «La prochaine version du Vision Pro coûtera beaucoup moins cher, autour de 2 000 dollars», prédit-il. «Nous pensons également que les futurs modèles ressembleront à des lunettes de soleil et qu'ils offriront un éventail de fonctionnalités beaucoup plus vaste aux utilisateurs.»

In L'ORIENT-LE JOUR

### SECURITE

#### LE MÉTRO LONDONIEN SE MET À LA SURVEILLANCE PAR L'IA

Des outils de surveillance par l'IA ont été testés pendant un an dans une station de métro à Londres. Du port d'armes au dépassement de la ligne jaune de sécurité, le logiciel était chargé de repérer tous les dangers potentiels, révèle le site américain «Wired». Avis à tous les fraudeurs du métro : il se pourrait que vous soyez bientôt repérés par l'intelligence artificielle (IA). C'est en tout cas ce qu'ont vécu les milliers de Londoniens qui empruntent la station de métro Willesden Green, dans le nord-ouest de la ville. Pendant un an, un logiciel de surveillance par IA a scruté leur comportement et leur langage corporel, notamment pour «voir s'ils commettaient des délits» comme la fraude, révèle le site spécialisé dans les nouvelles technologies Wired. Transport for London (TfL), qui exploite le réseau de métro et de bus de la ville, est à l'origine de cette expérimentation. L'opérateur a testé 11 algorithmes sur ses usagers dans le but de «détecter» les comportements agressifs (ou potentiellement dangereux, comme le fait de détenir une arme) et les personnes en détresse (tombées sur les voies ou se déplaçant en fauteuil roulant). TfL a ainsi utilisé un large éventail d'algorithmes de vision par ordinateur pour «suivre le comportement de personnes lorsqu'elles se trouvaient dans la station», et en particulier ceux qui paraissaient «criminels et antisociaux», selon les documents consultés par Wired. Le logiciel d'apprentissage automatique a été combiné à des images de vidéosurveillance en direct. Au total, plus de 44 000 alertes ont été émises au cours de l'essai d'un an, dont 19 000 ont été transmises au personnel de la station en temps réel. Toujours selon les informations de Wired, les alertes quotidiennes étaient particulièrement nombreuses, dépassant parfois le chiffre de 300. Toutefois, «l'IA a commis des erreurs au cours de l'essai», par exemple en signalant comme un potentiel acte d'agression une personne qui levait simplement les bras. De quoi «mettre en doute la précision des algorithmes de détection des objets», souligne le site américain. En outre, si cet essai ne portait pas

sur la reconnaissance faciale, «l'utilisation de l'IA dans un espace public pour identifier des comportements pose des questions éthiques», estime Michael Birtwistle, expert en protection de la vie privée interviewé par Wired. «Si ces technologies doivent être utilisées, elles ne doivent l'être qu'avec la confiance et le consentement du public.» L'expérience menée à Willesden Green pourrait bien être la première d'une longue liste. TfL a récemment déclaré vouloir étendre son utilisation de l'IA à un plus grand nombre de stations dans la capitale britannique, précise Wired.

In Courrier international

#### VOITURES ÉLECTRIQUES EN FRANCE

#### SIX ENTREPRISES SUR DIX NE RESPECTENT PAS LA LOI

60% des grandes entreprises françaises ne respectent pas les quotas d'électrification de leur flotte de véhicules, fixés par la loi d'orientation des mobilités (LOM) de 2019, selon une étude de l'ONG Transport & Environnement publiée jeudi dernier et relayée par des médias locaux. La loi doit s'appliquer aux 3 447 sociétés qui exploitent plus de 100 véhicules légers. Chaque année, elle impose théoriquement un quota minimal de 10%, précise Franceinfo. Certaines entreprises ne jouent, toutefois, toujours pas le jeu de l'électrification de leur flotte de véhicules, constate l'ONG Transport & Environnement sur la base des immatriculations de voitures neuves et d'utilitaires en 2023.

Le député Renaissance Damien Adam a proposé une loi qui vise à introduire des sanctions contre les entreprises rétives : «Le volontarisme depuis deux ans, ça n'a pas fonctionné. Il faut aller un cran plus loin. Pas tant pour sanctionner les entreprises, pour remplir les caisses de l'État ou pour le plaisir de taper sur ces entreprises, mais pour leur dire allez-y ! Envoyez le bon signal et mettez en place les conditions pour que ça fonctionne chez vous», a-t-il expliqué cité par Franceinfo. Au global, la voiture électrique représente près de 16 % de part de marché en France en 2023. Les ménages sont à 22 % et les grandes entreprises concernées par la loi à 8 %, soit trois fois moins, précise le même média.

In Agence Anadolu

### PUBLICITE

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

وزارة التكوين والتعليم المهنيين

نص الإعلان الصحفي

تعلن وزارة التكوين والتعليم المهنيين أن:

التسجيلات مفتوحة من يوم الأحد 07 جانفي 2024 إلى غاية يوم السبت 17 فيفري 2024

على مستوى كل المؤسسات التكوينية، عبر الموقع الإلكتروني:

[mihnati.mfep.gov.dz](http://mihnati.mfep.gov.dz)

- أيام الانتقاء والتوجيه: 18، 19، 20 فيفري 2024.

- الإعلان عن النتائج: يوم الخميس 22 فيفري 2024.

- الدخول الرسمي: يوم الأحد 25 فيفري 2024.

#### Communiqué

Le ministère de la formation et de l'enseignement professionnels informe :

- Inscriptions du dimanche 07 janvier 2024 au samedi 17 février 2024 au

niveau des établissements de formation professionnelle, et en ligne

[mihnati.mfep.gov.dz](http://mihnati.mfep.gov.dz)

- Journées de sélection et d'orientation: les, 18, 19, 20, février 2024

- Proclamation des résultats: jeudi 22 février 2024

- Rentrée officielle le: dimanche 25 février 2024.



# 16



- Alger 20°
- Ouargla 15°
- Oran 18°
- Constantine 19°

FADJR 06:20	DOHR 12:57	ASR 15:37	MAGHREB 17:56	ISHA 19:24
----------------	---------------	--------------	------------------	---------------

## SALON INTERNATIONAL DE L'ÉLECTRICITÉ ET DES ÉNERGIES RENOUVELABLES 200 EXPOSANTS AU RENDEZ-VOUS

L'efficacité énergétique et l'économie circulaire sont au cœur de la septième édition du Salon international de l'électricité et des énergies renouvelables (SEER 2024) qui se tiendra à partir de demain jusqu'au 15 février au Palais des expositions (la Safex) des Pins maritimes d'Alger, sous le parrainage du ministère de l'Environnement et des Energies renouvelables. Cette édition, à laquelle participeront 200 exposants et où plus de 25 000 visiteurs professionnels et particuliers sont

attendus, reviendra sur des sujets d'actualité en rapport avec l'éco-durabilité, l'économie circulaire et sur les enjeux de la protection de l'environnement, et ce, à travers des workshops et des conférences ouverts gratuitement au grand-public. Du côté des exposants, une large gamme de produits et de solutions seront proposés aux particuliers comme aux professionnels dans les domaines de l'électricité et des énergies renouvelables. «L'Algérie connaît une croissance économique rapide

grâce à ses projets structurants, offrant ainsi de belles opportunités aux exposants pour promouvoir, notamment, leurs nouveaux produits, services et leurs innovations. De même que les opportunités d'affaires ne manqueront pas lors de cette édition pour conclure des partenariats et élargir le portefeuille clients des sociétés exposantes», indiquent les organisateurs de cet événement, représentants de l'entreprise Advision el Djaïr, versée dans la communication.

# L'EXPRESS

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION // DIMANCHE 11 FÉVRIER 2024 // N°746 // PRIX 20 DA

INDUSTRIE GAZIÈRE EN ALGÉRIE

## Des investissements colossaux consentis par Sonatrach

**L'Algérie du 29 février au 2 mars, le 7ème Sommet des chefs d'Etat et de Gouvernement du Forum des pays exportateurs de gaz (GECF), un événement majeur, dans un contexte où le marché pourrait ne pas tout résoudre et que les outils existants visant à stabiliser les revenus des exportateurs demeurent indispensables.**



Le pays a énormément investi dans l'industrie gazière en multipliant les projets dans l'exploration, la production, la liquéfaction et le transport. Depuis la première découverte d'un champ gazier en 1956 à Hassi R'mel, entré en production le 1<sup>er</sup> avril 1961 et le recouvrement de la souveraineté nationale en 1962, il n'a pas cessé d'augmenter ses investissements dans ce secteur névralgique. C'est ainsi que fut créée le 31 décembre 1963, la Société nationale pour la recherche, la production, le transport, la transformation et la commercialisa-

tion des hydrocarbures (Sonatrach), qui allait devenir l'outil de la politique énergétique du pays. Moins d'un an après, l'Algérie se dotait de son premier complexe de liquéfaction de gaz (GL4Z), situé à Arzew, connu sous le nom de « La Camel » (sigle de la Compagnie algérienne de méthane liquide). Après cette lancée, d'intenses démarches étaient alors entamées pour le développement de ce secteur, appuyées par la nationalisation des hydrocarbures, le 24 février 1971, après un long processus de négociations. L'Algérie venait ainsi de récupérer au moins 51% des inté-

rêts des sociétés pétrolières françaises concessionnaires qui opéraient dans le sud du pays et la totalité des champs gaziers en exploitation. En franchissant cette étape décisive, renforcée par la prise en charge de l'aspect formation, d'importants projets avaient été lancés à partir des années 70, englobant notamment la réalisation de nouveaux complexes de liquéfaction, des réseaux de gazoducs internationaux, des canalisations fortement déployées au niveau national, de multiples infrastructures de transport et de traitement ainsi que des

porteurs spécialisés. Cette ambitieuse politique d'investissement a abouti à la hausse de la production gazière de l'Algérie, laquelle a dépassé, selon une dépêche de l'APS, 136 milliards de m<sup>3</sup> à fin 2023, alors que l'objectif fixé à l'horizon 2028 est d'atteindre une production de 146,7 milliards de m<sup>3</sup>, dans la perspective d'assurer la sécurité des approvisionnements et d'augmenter les niveaux d'exportations à près de 100 milliards de m<sup>3</sup>. Ces niveaux de production ont été obtenus, en outre, grâce à l'exploitation de plusieurs champs gaziers répartis à travers le pays dont certains gisements ont été mis en service dernièrement. Il s'agit, entre autres, du champ de Hassi R'mel, qui reste l'un des plus importants dans le monde et qui bénéficie d'un suivi régulier pour le renforcer, les champs de Rhourde Nouss, d'Alrar (Illizi), de Tinnert (In Amenas) et Touat, ainsi que les champs de Timimoune. Parallèlement aux efforts déployés en matière d'exploration et de production, des projets d'envergure avaient été également concrétisés dans le domaine de la transformation par la liquéfaction du gaz naturel et la séparation des GPL.

Y.B.

PATRICE MOTSEPE, PRÉSIDENT DE LA CAF :

### « LE MEILLEUR DU FOOTBALL ALGÉRIEN EST À VENIR »

Patrice Motsepe, président de la CAF, s'est exprimé avec optimisme sur le futur du football algérien lors d'une conférence de presse tenue le vendredi 9 février au centre principal des médias à Abidjan. Il a souligné que l'Algérie avait récemment accueilli le meilleur CHAN de l'histoire de la compétition, et il a exprimé son admiration pour le jeu de l'équipe nationale algérienne, en espérant qu'un jour le pays puisse organiser une seconde fois la CAN. Motsepe a également salué l'enthousiasme du peuple ivoirien, qualifiant ses suppor-

ters de passionnés. Il a témoigné avoir vu des milliers de personnes ordinaires célébrant avec grand enthousiasme la performance de leur équipe à travers le pays. En ce qui concerne la CAN Côte d'Ivoire 2023, Motsepe l'a qualifiée de la meilleure de l'histoire de la CAF, soulignant la fierté que devraient ressentir les Africains pour avoir organisé une compétition d'une telle qualité. Il a également évoqué l'importance de l'unité et de la coopération entre les nations africaines pour le succès continu du football sur le continent. Concernant

la prochaine Coupe d'Afrique des nations prévue au Maroc en 2025, Motsepe n'a pas donné de dates précises, mais il s'est montré confiant quant à la capacité de trouver des solutions malgré les chevauchements de calendrier avec d'autres compétitions internationales. Il a rappelé que les deux précédentes éditions de la CAN avaient été déjà décalées et que les qualifications pour 2025 étaient encore à venir. La date prévue initialement pour la Coupe d'Afrique des Nations en 2025, qui devait se dérouler au Maroc en jan-

vier-février, a été modifiée pour l'été de la même année. Cette décision intervient dans un contexte où la FIFA organise son premier Mondial des clubs à 32 équipes aux États-Unis. Patrice Motsepe a confirmé avoir discuté de ces enjeux avec le président de la FIFA, Gianni Infantino, lors d'une réunion à Paris. Malgré ces défis de calendrier, il a exprimé sa confiance dans la capacité des organismes concernés à trouver des solutions adaptées pour permettre le bon déroulement des compétitions.

R.S.

POUR UN INTERNET PLUS SÛR

### ALGÉRIE TELECOM BÉJAÏA ORGANISE UNE CAMPAGNE DE SENSIBILISATION

A l'occasion de la célébration de la Journée mondiale pour un Internet plus sûr, la Direction opérationnelle des Télécommunications de Béjaïa, à l'instar des autres régions du pays, a organisé le 7 février dernier une campagne de sensibilisation aux dangers de l'internet, au profit, notamment, des enfants scolarisés. Organisée au lycée « Echouhada Mokrani », au centre de la ville de Béjaïa, plusieurs partenaires ont pris part à cet événement, notamment la direction de l'éducation, la Direction Générale de la Sécurité de wilaya de Béjaïa et la direction d'Algérie Poste. Selon Samir Achour, chargé de communication à la direction d'Algérie Telecom de Béjaïa, cette campagne a pour objectif de « sensibiliser les enfants aux risques associés à l'utilisation d'Internet, et de connaître la meilleure façon pour naviguer en toute sécurité, notamment à travers les réseaux sociaux ». Durant cette journée, les élèves sont informés par les cadres de l'entreprises d'Algérie Telecom sur les risques potentiels de l'usage d'Internet en leur donnant des conseils et des orientations pratiques sur l'attitude sécurisée et sûre à adopter lors de la navigation à travers les plateformes et espaces numériques, s'inspirant également « des principales recommandations et des expériences tirées en matière de protection des enfants des risques cybernétiques ». Par ailleurs, les agents de la police présents à cette occasion ont longuement expliqué « les infractions les plus fréquentes sur le Net, et les lois traitant de la cybercriminalité et les moyens de prévention contre tous les délits liés aux TIC ».

I.M.

